

Les oubliés du G8





ISSN 0026-9433

« Ce n'est pas le savoir qui doit être inculqué, c'est la personalité qui doit parvenir à son propre épanouissement » Max Stirner (1842)

hebdo n°

Sommaire

Refus de prélèvement d'ADN, par J.-P. Levaray, page 5

L'autruche attend les jours meilleurs en persiflant, page 5

Les **brèves** de combat, page 6

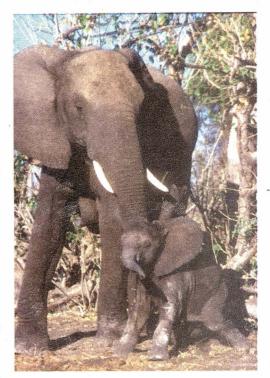
Nouvelles des **fronts**, par H. Lenoir, page 7

L'entraide etc, par Jimma, page 8

La casse à **Opel-Anvers** par Paul K. , page 8

L'anarchisme en **Grèce**, par Dimitri, page 9

Décroissance en avril à Saint-Denis, par Alex, page 12





Sarkophagie sur l'Hexagone, par J. Langlois, page 14

Utopie et **anarchisme**, par P. Schindler, page 17

Désarmement unilatéral, par R.B., page 18

Prévert et l'éthique, par G. Kendival, page 21

Programmes de Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

		-	BULLETIN D. ABOUNEMENT
Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger	Abonnement de soutien 1 an, 45 nos
3 mois, 13 nos 6 mois, 25 nos 1 an, 45 nos (en lettres capitales. Règlement à l'ordre de P	20 € $38 €$ $61 €$ ublico, à joindre au bulletin)	27 €46 €77 €	Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.
Nom Adresse Code postal	Prénom Ville	. 150	

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 0148053408 – Fax: 0149299859

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Editorial Contre-sommet de Rostock



Photo Daniel Maunour

LE SABRE DE NAPOLÉON a été vendu pour 4,8 millions d'euros. On ignore encore par qui... La vox populi a sûrement un avis à donner mais elle ne l'a pas dit de manière audible. Pensera-t-on à qui vous savez ? Attendons le raz de marée azur annoncé pour le second tour pour y voir plus clair. En Belgique, le marc de café a donné favoris les chrétiens-démocrates à leurs élections législatives. Et les licenciements dans l'automobile wallone ou flamande, elle est à quelle sauce ?

Nous voilà au début du XXIe siècle, au temps des guerres prétendument high-tech et voilà qu'on nous repasse le plat éculé des boucliers. Ils ne servent plus à se protéger contre les coups de l'assaillant, mais sont une arme contre le « choc fiscal ». On ne comprend pas toujours tout, mais encore une fois c'est aux gros revenus qu'il advient de payer moins d'impôts. Y'a pas de secrets, quoi qu'en disent les médias à la botte.

L'autre version du bouclier se croise au sommet du G8. Il y aurait des broutilles discordantes entre les Russes et les Américains au sujet d'un bouclier anti-missile. Il y en a déjà un à Helligendamm en Allemagne, mais l'oncle Sam en voudrait d'autres en Pologne et en République tchèque. Ce serait contre les vilains, entre autres l'Iran. Mais la notion de vilains varie suivant les pays! Alors le tsar rouge n'est pas content. L'Afrique et le réchauffement de la planète, c'est pour la galerie, il n'y a pas besoin d'être anarchiste pour le comprendre. Et les élections dans notre douce France? Entre descente aux enfers et déroute historique, les commentateurs de tous bords ne se privent pas d'allégeance aux nouveaux maîtres.

Pour ce qui importe aux anarchistes, ils ne se joindront pas aux larmes de crocodile, sincères ou non. Pour nous le combat est ailleurs, dans le monde syndical, dans la vie associative, dans ce qui conserve encore l'espoir d'un monde futur. Le combat, aujour-d'hui perdu, dans les urnes n'est qu'une illusion.

LE PREMIER JUIN dernier, Rostock ressemblait à une ville fantôme. Les commerçants ont barricadé leur vitrine et environ 10000 policiers étaient stationnés dans la ville, survolée en permanence par des hélicoptères. Plus de 600 personnes s'apprêtaient à passer la nuit sur l'ancien terrain militaire.

Le 2, après l'annonce du NPD (Parti national démocratique [extrême droite]) de son intention de manifester à Schwerin, toute manifestation a été interdite dans cette ville, et 150 antifas se sont fait arrêter pour avoir tenté de manifester. Pendant ce temps, le NPD défile au « Brandenburger Tor » à Berlin...

L'après-midi, la grande manif unitaire réunira quelque 80 000 personnes. Le black block représente environ 4000 manifestants. Dans un premier temps, la police semble s'être tenue plutôt à carreau avant de multiplier les provocations. Vers la fin de la manif, lorsque la police attaque, sans raison, un bloc autonome, les premiers heurts éclatent. La situation s'est rapidement détériorée et de violents affrontements ont éclaté aux alentours du lieu de dissolution. Il y aura en tout plus de 60 arrestations, et le parquet de Rostock a lancé une procédure contre 17 militants.

Cette manifestation fera la une de tous les journaux allemands du lendemain, dans lesquels on parle des plus violents affrontements que l'Allemagne ait connus depuis les années 1980. Selon la police, 433 des leurs auraient été blessés lors des affrontements.

Du côté des manifestants, on fait état de 520 blessés. La « Greenteam » avait annoncé avoir 30 blessés graves. En y regardant de plus près, pourtant, le mensuel allemand Der Spiegel constatera que seulement deux policiers ont été hospitalisés.

Le 4 juin était déclaré journée d'action relative aux migrations et à la liberté de circulation. Quelque 2000 personnes se sont rassemblées à Rostock devant le département d'immigration pour se diriger vers le Sonnenblumen Haus, dans le quartier de Lichtenhagen, pour participer à la commémoration appelée « Les trois jours d'août ». En 1992, des nazis, auxquels s'étaient joints des habitants du quartier, avaient attaqué un centre de réfugiés durant plusieurs jours sous les yeux de la police, restée passive. Le pogrom de Rostock allait marquer le début d'une série de violences racistes comme l'Allemagne n'en avait pas connue depuis 1945. Là où en 1992, pendant trois jours, la police n'était pas intervenue pour mettre fin aux violences racistes, elle n'a pas hésité, aujourd'hui, à matraquer et cogner...

Le 5 juin, le Kavala (service spécial de la police de Rostock pour le G8) a proclamé l'interdiction de toute manifestation pour le jeudi 6 juin, y compris à l'extérieur des zones I et II. En fin d'après-midi débutaient les premières actions de blocage. Dans la soirée, un millier de personnes ont battu le pavé contre la répression. La manifestation s'est terminée à Kühlungsborn, où la police n'a pas pu empêcher les militants de poursuivre



jusqu'à la plage. Le soir, dans les différents campements, les militants se préparaient pour participer aux blocages du lendemain et les discussions allaient bon train sur les types d'action à mettre en place.

Le 6 juin les premières discussions informelles entre les saigneurs du monde débutent. Tout au long de la journée, blocages et actions directes vont se multiplier. Cinq mille personnes sont arrivées à la limite de la zone où toute manifestation est interdite. Les militants tentent de passer à travers champ pour contourner les flics. Cinq mille personnes bloquent la route d'accès à Gate 2 (entrée n° 2) et les militants ont réussi à avancer jusqu'à moins de deux mètres de la zone rouge, certains ont même commencé à démonter la clôture métallique. Douze hélicoptères tournent dans le ciel! En tout, plus de 10000 personnes bloquent le G8. Toutes les routes d'accès à Heiligendamm sont bloquées, soit par les

manifestants, soit par des flics. Les délégations n'arrivent à passer que sur une seule route...

Le 7 juin débute la partie officielle du G8. Malgré l'intervention de la police, avec canons à eau et lacrymogènes, les blocages se sont poursuivis toute l'après-midi. Certains tiennent depuis la veille, et les gens ne semblent pas décidés à bouger... Peu avant 17 heures, à l'entrée Est où les flics étaient pourtant présents en force, des délégués venus pour le G8 ont dû rebrousser chemin, car deux mille personnes étaient présentes pour bloquer l'entrée. Durant la soirée, alors que les blocages continuaient, 50 à 70 nazillons se sont rassemblés devant le Convergence Center à Rostock. Mais leur manège n'a pas duré longtemps car de nombreux militants se sont présentés.

Le 8 juin, dans la matinée, les blocages ont commencé à diminuer, le G8 se terminant le soir. L'après-midi, une manifestation rassemblant entre 1500 et 2000 personnes s'est déroulée à Rostock. La police est intervenue de manière violente, provoquant une nouvelle manifestation spontanée qui s'est dirigée vers la Gesa, là où des militants sont détenus.

Toute la semaine, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à la mobilisation anti-G8. Plus de 10000 ont participé aux actions de blocage. Les « huit maîtres du monde » ont été obligés de se réfugier derrière une clôture métallique et se sont fait protéger par des milliers de flics. Cela en dit long sur leur prétendue légitimité. Ni dieu, ni maîtres du monde!



source: www.fastrasbourg.lautre.net

D'après l'EA-legal team, huit procès ont eu lieu. Six personnes ont été condamnées à des peines de prison de 6 à 10 mois sans sursis. Les deux autres ont été condamnées à des peines avec sursis et remis en liberté. Plus de 700 personnes se sont fait arrêter.



Photo Daniel Maunoury



REFUS DE PRÉLEVEMENT D'ADN



Le 16 mai dernier, Alexandre (23 ans, ouvrier dans le bâtiment) est interpellé alors qu'il scotche, dans les rues de Rouen, des affichettes appelant à une manif anti-Sarkozy. Il est conduit au commissariat central, c'est là qu'un lieutenant de police dit le reconnaître comme ayant participé au saccage des vitrines du local UMP, lors d'une manifestation contre les violences policières, qui eut lieu le 12 avril dernier et qui finit en affrontement avec la police. Alexandre aurait été reconnu grâce à une photographie de presse. Problème: il y aurait porté, outre une pancarte, un masque vénitien blanc.

Alexandre se retrouve placé en garde à vue avec, comme chef d'inculpation: dégradation et vol en réunion. Mais il n'y a pas d'élément permettant sa mise en cause. Pour cela, en vertu de l'article 706-55 du Code de procédure pénale, la police lui demande alors d'effectuer un prélèvement pour recherche d'ADN. Alexandre refuse: «C'est une violation de mon intimité. Dans cette affaire, je n'ai rien à me reprocher.» Le problème est que, s'il a le droit de refuser ce prélèvement, pour le code pénal cela demeure tout de même un délit puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

Le 6 juin, Alexandre comparait donc devant le tribunal correctionnel de Rouen. Une quarantaine de militants et militantes viennent le soutenir et dénoncer ce qui constitue une atteinte aux libertés et une nouvelle criminalisation du mouvement social.

Lors du procès, le président se moque d'Alexandre sur la notion de «violation de l'intimité»: «Vous considérez qu'un bâton rapidement passé sur votre joue est une atteinte...»

L'avocat, quant à lui, affirme que les pièces qui justifient l'interpellation sont inexistantes et que pour effectuer des prélèvements d'ADN, il faut des indices graves et concordants ainsi qu'une commission rogatoire et une demande de consentement. Le dossier est vide.

De fait, le débat est ailleurs, sur l'exploitation des fichiers ADN notamment, mais ce sera pour une autre fois.

En fin de journée, le tribunal tranche et prononce la relaxe, parce qu'il y a un flou dans cette procédure défaillante et parce qu'il n'y a pas d'indices, «autrement vous auriez été condamné» annonce le juge.

À Rouen comme ailleurs, depuis les lois sur la Sécurité quotidienne de 2001 et 2003, dites «lois Sarkozy», la plupart des personnes arrêtées subissent ce prélèvement: répertoriant initialement les génotypes des «délinquants sexuels», le fichage national de l'ADN regroupe aujourd'hui l'empreinte génétique de toutes les personnes passant en garde à vue. Or, le fichage génétique peut avoir des conséquences dramatiques sur la vie socioprofessionnelle. Cette criminalisation croissante de la population pose la question des dérives sécuritaires de la démocratie française.

Reste que, pour l'instant, les juges s'en tirent par des jurisprudences (comme le jugement de relaxe à Macon), mais suite aux pressions de Sarko et de la police, ce genre d'affaire va se multiplier. Ce sont les faucheurs d'OGM, les nationalistes corses, des syndicalistes ou des manifestants interpellés qui subissent ce type de fichage. Pour l'instant ces refus donnent lieu à des relaxes ou des amendes, mais il est à ne pas douter que la répression va devenir plus forte dans les mois à venir et que le fichage des militants va devenir monnaie courante. A nous de rester sur le pied de guerre pour lutter contre Big Brother.

Jean-Pierre Levaray

Pour plus d'infos : Collectif Refus ADN : http://refusadn.free.fr

Quand l'autruche éternue...

Pathétismes divers

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? La pathétique Ségolène, s'inquiétant d'une probable vague bleue lors des législatives: « et bien moi, je vous propose la vague blanche, puisque je suis en blanc » a-t-elle lancé en meeting. On n'ose imaginer ce qu'il en aurait été si elle avait porté un tailleur écossais.

Pendant ce temps-là, chez Les Verts, certains se rêvent en kamikazes: « chacun doit, dans son parti actuel, le faire exploser », préconise par exemple le pathétique Yves Cochet. Et de se rendre chez la Voynet bardé d'une ceinture d'explosifs.

Bayrou de son côté, pratiquement assuré d'une degelée monumentale, agite le drapeau non plus orange, ni même rouge, mais carrément noir: « nous voulons défendre les citoyens contre le pouvoir, et non le pouvoir contre les citoyens. » Bayrou critiquant le pouvoir... Décidément le béarnais, pour pathétique qu'il soit, nous aura fait rire jusqu'au bout.

Cependant les grands comiques c'est, comme d'habitude, au gouvernement qu'on les trouve. Ainsi l'impayable Bachelot, pathétiquement dénuée de tout sens de l'humour, se plaint d'être moquée à la télé: « en m'attaquant sur ma compétence, les Guignols me privent, quelque part, de l'amour de mes parents. » Sans blague? Alliot-Marie aussi n'est pas mal dans le genre clown triste, qui commenta à sa façon l'accablant rapport concernant les flics de Seine-saint-Denis: « une relation de confiance entre la police et la population est indispensable. » Qu'en penseraient les deux ados morts dans le transfo à Clichy-sous-Bois?

Mais la semaine fut surtout marquée par l'interview durant laquelle Sarkozy nous livra enfin les clefs de sa pensée économique: « pour réduire les déficits, il faut réduire les dépenses et augmenter les recettes. » Ah. J'ignorais que René-du-bistrot venait d'être nommé ministre des finances. Dans le même papier on découvrait également le goût de Sarko pour l'horlogerie fine: « avec François Fillon, nos montres marquent la même heure. » Vous me direz (je vous connais) que ça nous en fait une belle. Certes. Pourtant, avec le passage à suivre vous allez tout de suite moins rire : « l'Etat n'est pas obligé de financer les filières qui conduisent au chômage. Vous avez le droit de faire littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne. » Eh oui, je sais, ça casse l'ambiance.

De l'ambiance, il y en eut la semaine dernière au G8. Pendant que les copains et copines se faisaient arrêter par centaines, Cecilia se tirait précipitamment (rendez-vous à new york, peut-être?), et la Merkel, groom de service, faisait du gringue à son mari: « merci, Nicolas, de ton énergie. » Et de lui taper dans le dos, ah, il était fiérot, le petit Nicolas! la fête cependant faillit être gâchée par un Bush victime d'une légère indisposition intestinale, autrement dit la chiasse. Rencontre, donc, en catimini dans sa chambre, et pas de photo cette fois-ci. Dommage, ça aurait eu de la gueule, Sarko serrant la main de son pote maître du monde, mais néanmoins rivé au chiotte. Une photo pour l'éternité.

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume































G8 et Désinformation

Le Black Block vu par le quotidien allemand Die Welt: «Les autonomistes sont apparus comme de parfaits spécialistes du militantisme: équipés de vêtements imperméables et respirants, ils portent leur capacité destructrice au plus haut point. Tout leur est égal, la police ne leur fait pas peur, ils sont une entreprise qui ne dit pas son nom, celle des spécialistes de la violence.» Tremblez bourgeois! Lu dans Libé le 4 juin : «Armés de pavés arrachés aux trottoirs et de milliers de bouteilles de bière, auparavant vidées, 2000 manifestants du Black Block ont terni l'image des autres défilés. Vêtus de noir, cagoulés, le visage caché par un foulard noir et des lunettes de soleil, ils ont entre 20 et 30 ans, leur look est soigné (!) rangers noirs à lacets rouges, bracelets de tissu, organisés en unités, ils traînent dans les cafés associatifs, vivent, généralement de l'aide sociale (etc)» Bonjour les amalgames et clichés étalés par Nathalie Versieux, une journaliste honnête, comme disait Ferré?

Kronenbourg: pas d'heures sups

Une écrasante majorité des 650 salariés en CDI et une centaine de précaires sous contrats saisonniers et intérimaires de Kronenbourg se sont mis en grève pour dénoncer les heures supplémentaires obligatoires. La direction envisage de contraindre ses ouvriers à travailler plus longtemps afin d'absorber, sans augmenter les effectifs, le volume de production transféré à Obernai.

Antimissile

Plusieurs milliers d'opposants tchèques au bouclier antimissile américain «Non aux bases» ont bruyamment manifesté à proximité du château de Prague, durant une étape de Bush avant le G8.

Restructurations

600 salariés SFR se sont mobilisés contre le projet d'externalisation de trois centres d'appels (1900 emplois) justifié par «l'amélioration du service au client»! Chez Gemalto, la direction veut liquider 406 emplois, après la fusion d'Axalto et Gemplus en juin 2006, le leader de la carte à puce s'était pourtant engagé à ne pas supprimer de postes.

J't'embrouille

Dans le genre mesure à la con: le revenu de solidarité active (RSA), destiné à «permettre aux bénéficiaires de minima sociaux de retourner vers l'emploi sans baisse de revenu et à lutter contre le phénomène des travailleurs pauvres», imaginé par Martin (et pas Robert!) Hirsch pourrait être mis en place fin 2008, après expérimentation. Le Medef décidera de l'orientation des anciens RMIstes?

Fnac photo aux prud'hommes

Une soixantaine de salariés licenciés par la Fnac Service intente une action aux prud'hommes tandis que la direction n'a toujours pas reclassé. Des 231 salariés au sein du groupe PPR, seuls 30% d'entre eux y ont eu droit. On peut voir la liste des critères de sélection, M. PPR?

Bonne nouvelle

Le Conseil d'État a annulé la circulaire de 2005 des ministres de l'Intérieur et de l'Éducation imposant à une commune de contribuer au financement de la scolarisation des enfants inscrits dans une école privée d'une autre commune. Restons vigilants: quand on vire les cathos par la porte, ils tentent immédiatement de rentrer par la fenêtre!

Expulsions musclées

La tentative d'expulsion très violente de Salif Kamaté vers Bamako, à bord d'un vol d'Air France au départ de Roissy et filmée par le cinéaste Laurent Cantet continue de susciter des réactions d'indignation. RESF nous apprend que M. Françoise Durupt, passagère française passagère du Paris-Bamako passera en jugement le 3 juillet pour avoir « incité deux sans-papiers reconduits à la frontière et les autres passagers à la rébellion, par des cris et des discours publics en vue de faire opposer une résistance violente à des personnes dépositaires de l'autorité publique». Heureusement qu'il reste encore des gens de cette qualité dans ce pays!

Le travail tue (suite)

À la suite de révélations publiées dans l'Humanité au sujet de troid suicides d'ouvriers de Peugeot Mulhouse, PSA déclare « prendre des mesures de prise en charge des salariés en détresse ». Mieux vaut tard que jamais!

Les clowns activistes

La Brigade Activiste des Clowns réitère son traditionnel défilé du 14 juillet sous le thème «le 14 juillet appartient-il aux militaires? Deux siècles après, les sansculottes sont dans des centres de rétention, dans la rue, dans des hôtels vétustes, des squats menacés d'expulsion, stagiaires, intérimaires, intermittents, au RMI, en CNE, en CDI précarisé, sans-emploi, sanspapiers, leurs enfants n'ont pour futur offert que la précarité, quand ils ne sont chassés des écoles, expulsés sans remords». Photos et infos sur le défilé de 2006: 14 juillet. brigadeclowns. org.

Paroles, paroles!

Selon l'ONG Action Aid, non seulement le G8 ne respecte pas ses engagements pris en 2006, mais en Afrique, les flux d'aide sont passés de 35,8 Mds de dollars à 35,1, soit un déficit de crédit évalué à 8 Mds! Ah les salops!

La vie chez les riches(1)

Devedjian va présider le conseil département des Hauts-de-Seine, un des plus riches de France. À Neuilly, seulement 2% de logements sociaux, le revenu moyen par famille est de 36924 euros contre 11058 à Gennevilliers. Pour l'éducation, le département dépense 14376 euros pour les 1739 étudiants de la fac privée Léonard-de-Vinci créée par Pasqua, 2000 euros seulement pour les 55300 collégiens, la moitié de la carte Imagin'air ne leur est pas payée (kif pour la carte Amétys des retraités à faible ressource dès 60 ans au lieu de 65). Bref, quand on est pauvre, mieux vaut habiter ailleurs!

Bondieuseries

Le ministre de l'Éducation polonais affiche sur la porte de son bureau «Interdit aux journalistes et aux pédérastes» et vient de retirer du programme scolaire les œuvres de Gombrowicz, Goethe et Kafka pour les remplacer par « des livres au ton fortement patriotique et catholique» dont une biographie de JP2 l'assassin.

H comme pourri

Hortefeux est venu accueillir les cadavres des 18 immigrés clandestins repêchés à Malte et justifier « la poursuite de la lutte implacable contre les passeurs et traficants qui exploitent la misère des migrants». Il prévoit 25 000 expulsions (pardon éloignements) et 125000 mises en cause pour infraction à l'entrée au séjour en France en un an. On n'appelle pas ça du pousse au suicide?

La vie chez les riches (2)

Le Canard nous apprend que Cécilia Sarkozy n'apprécie pas le fort de Brégançon, après s'être aperçue qu'on ne peut pas y construire de piscine et que les 2 navires présidentiels mis à disposition mettent deux heures pour aller à Saint-Tropez. Trop long pour la reine du bal et les petits princes consorts?

Conséquente!

Petitclerc, prêtre catholique polytechnicien et éducateur a été nommé chargé de mission au sein du cabinet de Christine Boutin, nouvelle ministre du Logement et de la Ville. Ce n'est qu'un début, le combat continue!



Nouvelles du front



Photo Daniel Maunoury

APPEL SOLENNEL AUX COLLABOS! Au moment où le droit de grève est menacé, où les STO (Service du travail obligatoire) est de mise et où les retraites sont dans le viseur de Sarko, la présidente du Medef a déclaré: «Nous sommes partis pour de vraies réformes et ces réformes doivent être construites avec les organisations syndicales, avec les organisation patronales, avec le gouvernement.» Demandez le programme corporatiste! Mais que les candidats collabos de la Charte du travail se méfient car il va y avoir de la mousse et du débordement. Les ouvriers de Kronenbourg à Obernai (67) refusent les heures sup et à EADS après Saint-Nazaire où les syndicats furent débordés en mai, ils le sont de nouveau à Rochefort (17) par les ouvriers de la Sogerma. Le ton monte et les luttes sauvages reprennent du poil de la bête et les bonnes pratiques sont aussi au menu chez Buffalo Grill à Viry-Châtillon (91) où des travailleurs occupent le resto. Ces salariés «sans papiers» mais exploités depuis plusieurs années sont menacés de licenciement et, cerise sur la pâtisserie, à terme, probablement d'expulsion. Jallate dans le Gard, tous les coup de pieds au cul ne se perdent plus. Les ouvriers de la chaussure de sécurité ont séquestré des membres de la direction pour protester contre le licenciement de 285 d'entre eux et la délocalisation de l'usine en Tunisie. Occupation à l'usine Nestlé de Dijon face aux menaces d'un plan de restructuration. Occupation chez Arkema (69) contre la réorganisation du site, lire 226 suppressions de postes. Que les collabos se le tiennent pour dit. Ils ne représentent d'ailleurs qu'eux-mêmes, alors à quoi bon s'en préoccuper? Il sera toujours temps de pendre le dernier des patrons avec les tripes du dernier bureaucrate.

Alcatel, promesse tenue, comme quoi ça arrive et elle n'engageait pas que ceux qui y croyaient: il y aura bien 1468 suppressions de poste. Ça bouge pourtant un peu partout. Durant les dernières semaines, grève à la FNAC et à Monoprix, grève chez Beneteau, leader du bateau de riches, pour les salaires. Grève dans le groupe de presse Hachette Filipacchi contre les 93 suppressions de poste sur 1250, grève chez Tests (presse informatique) contre le lourdage de 163 salariés. Grève dans les bibliothèques parisiennes contre l'ouverture le

dimanche, grève encore au Crédit Lyonnais contre les 3500 emplois qui seront liquidés d'ici à 2010. Grève tous les lundis dans les bureaux de postes parisiens, manif à Créteil (94) contre la restructuration de CPAM qui entraînera la fermeture de 20 centres et le regroupement sur 3 sites, sans doute pour améliorer le services aux usagers et les conditions de travaïl des agents.

Et ça rebouge encore, les infirmières sont à nouveau descendues dans la rue pour leur reconnaissance professionnelle. L'hôpital Avicenne (93) est en grève depuis un mois contre un plan de réduction des effectifs, les médecins de l'hôpital Esquirol (94) aussi et pour les mêmes raisons.

Ça bouge mais le patronat frappe encore. Gemalto (cartes à puce) passe 425 emplois à DTT dans l'Hexagone soit 12% de l'effectif. Smoby-Majorette s'apprête à en écraser 400 et chez Delphi (automobile) c'est 121 postes de travail qui seront laminés en préalable à une délocalisation en Turquie et en Roumanie. Behr (climatisation) fait prendre l'air à 100 techniciens. Même programme dans la téléphonie, SFR délocalise trois centres d'appels et remercie 320 esclaves du coup de fil. Nokia va se séparer de 10 % de son effectif, Motorola dégagera 4000 emplois en 2008. Quant à France Télécom, ce sont 22000 «départs volontaires» qui se préparent d'ici à 2009. IBM poursuit sa route et a programmé 1570 départs courant juin... Les emplois de demain dans les technologies de pointe ne sont plus les emplois d'aujourd'hui. Bizarre, vous avez dit bizarre, comme c'est bizarre... PSA (Mulhouse) saque non plus 500 CDD surnuméraires mais 497 grâce aux trois suicides récent chez le constructeur automobile. Fonction publique, 9500 postes de travail ont été supprimés en 2006. Combien en 2007? Combien en 2008? Et d'aucun voudrait nous faire travailler plus!

Même topo au Portugal, où ce sont 40% des effectifs de l'administration qui vont disparaître à terme et où Delphi, comme en France, liquide 1000 emplois dans son usine de Guarda. Même sanction en Allemagne, le pharmacien AstraZeneca annonce 3000 licenciements dont 950 outre-Rhin. Mais ça bouge aussi. Grève dans les transports aériens en Italie où les aiguilleurs du ciel exigent des augmentations de salaires, grève chez Alitalia

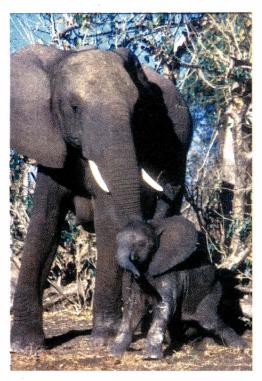
où la faillite menace, grève à l'agence de Presse Ansa contre 60 licenciements... Pareil en Pologne, débrayage chez Opel afin d'obtenir une augmentation de 500 zlotys (132?) par mois, grève illimitée dans 200 hôpitaux (un tiers des établissements) pour des salaires décents.

Bonne nouvelle, aux élections des CE la CFDT a reculé de 2%. Dans la rubrique patrons voyous, les malversations vont bon train. Après le parachute doré de 12 millions d'euros promis au numéro 2 d'EADS, ce sont les patrons de Job qui vont en taule pour détournement de fonds. Dans la rubrique patrons assassins, ce sont, selon le BIT, 2,2 millions de morts par an lié au travail dont 200000 cancers professionnels (OMS) et quelques suicides. Dans la rubrique patrons profiteurs, ce sont 65 milliards d'euros de fonds publics (IGAS) qui sont offerts en France aux entreprises, 4% du PIB soit 1000? par habitant! Et on nous parle de déficit budgétaire! Ça rassure quand même tout ne va pas au maintien de l'ordre. Et enfin dans la rubrique patrons syndicalistes, la palme revient au boss de Wal-Mart. Selon Human Rights Watch, sur les 1,3 million de salariés, il n'y aurait aucun syndiqué. Erreur! Les salariés du distributeur peuvent librement se syndiquer en Chine. Décidément, on ne peut plus avoir confiance dans les ONG. Enfin dans la rubrique profiteurs tout court, sachez que le coût annuel d'un député est 2400 euros par jour (900000 euros/an) tout compris (indemnités des élus, salaires des 1200 fonctionnaires de l'assemblée...). Sachez encore que les Bouffes galettes de l'aquarium, comme disait Pouget, sans doute par crainte de la précarité, se sont votés (discrètement) des droits au chômage à hauteur de 70% de leur indemnité pendant cinq ans en cas de non réélection. Ils bénéficiaient déjà d'un régime de retraite particulier dont on recausera en 2008 qui leur assure au bout d'un seul mandat une pension de 1580 euros (cotiser peu pour gagner plus). Pas de risque avec ça de se retrouver dans une tente sur le canal Saint-Martin. On comprend mieux le pourquoi de 7 640 candidats qui briguent les urnes pour ces législatives... Une sinécure que je vous dis!

Hugues

Groupe Pierre Besnard

Entraide chez les éléphants.



Bien sûr il ne s'agit pas des éléphants du PS, voyons, eux c'est plutôt la lutte des places, mais des vrais pachydermes.

Une étude publiée par la revue britannique New Scientist montre que les éléphants sont sensibles aux vibrations générées dans le sol. Après avoir enregistré les signaux produits par des éléphants pour alerter leurs congénères sur la présence de lions, des scientifiques ont fait entendre ces mêmes vibrations à d'autres pachydermes à un point d'eau. Les éléphants entendent bien par les pieds: la harde se regroupe vite et place les éléphanteaux au milieu, en protection.

Pour les curieux anglophones, cette étude sera publiée dans le Journal of the Acoustical Society of America.

Pour les curieux francophones, ils peuvent toujours lire un classique libertaire, l'Entraide de Krotpotkine, une réponse à la théorie de Darwin. Pour l'anarchiste russe, l'évolution des espèces ne s'explique pas seulement par la lutte et l'agressivité, mais aussi par l'entente, l'entraide, la solidarité ¹.

Une saine lecture dans ces temps où la loi du plus fort et la liberté du renard dans le poulailler sont honorées.

Jimma

1 « L'Entraide, un facteur d'évolution », 18 euros, Éditions TOPS-H. Trinquier, en vente à la librairie du Monde libertaire

Opel-Anvers

2 200 emplois à la casse. L'urne ou un nouveau moteur?

PRÈS DE LA MOITIÉ de travailleurs en moins... L'annonce est officielle: 2200 emplois passent à la trappe chez Opel-Anvers d'ici l'an prochain.

La proximité des élections législatives du 10 juin souligne une nouvelle fois l'impuissance du gouvernement à s'opposer aux licenciements, comme ceux qui frappent une nouvelle fois le site Opel d'Anvers. Un gouvernement de gauche ne pèserait pas plus sur les réalités économiques. Le capitalisme n'est pas soluble dans les urnes. Notre force, en tant que travailleurs, ne réside pas tant dans un bulletin de vote que dans nos organisations de classe; à nous d'investir les syndicats, de les développer et de remettre sur le tapis un syndicalisme de lutte.

En avril, Opel avait annoncé 1400 suppressions d'emploi sur le 4700 que compte son site d'Anvers. Le chiffre est revu à la hausse : 2200 jobs partent à la casse d'ici le printemps 2008. L'usine qui l'an dernier produisait 226000 voitures par an ne devrait plus en produire que 125000.

Un nouveau moteur : un syndicalisme de combat

Les syndicats ont annoncé qu'ils comptent obtenir des primes de départ similaires à celles obtenues lors du licenciement massif de VW-Forest. C'est un minimum.

D'autres pistes pour les syndicalistes: imposer aux sociétés bénéficiaires qui licencient le remboursement de tous les subsides reçus de l'Etat et des Régions ainsi que le remboursement des réductions des cotisations patronales. Les responsables publics n'ont pas été avares avec le secteur automobile: diminution des cotisations sociales sur le travail en équipe et le travail de nuit. Opel-Anvers a bénéficié, depuis 1995, de 25 millions d'euros d'aides publiques.

Et exiger de ces entreprises qu'elles permettent la reconvertion des travailleurs dans des emplois similaires à ceux exercés précédemment. Au-delà d'Opel, c'est tout le secteur de l'automobile, victime de sa propre surproduction, qui est touché par la saturation. A l'heure du réchauffement climatique, les transports en commun se présentent

comme un secteur à développer, ils s'annoncent donc aussi comme porteur d'emplois. Pour inverser le cours des licenciements, des délocalisations et son corollaire du moins-disant social dans nos pays, les travailleurs et les travailleurses n'auront pas d'autres choix que de s'en prendre au droit de propriété des possédants (patrons, actionnaires) par la réquisition et l'autogestion des entreprises dans une logique de rupture avec le capitalisme.

Dans de nombreuses entreprises, des grèves éclatent pour l'augmentation des salaires, la transformation des emplois précaires en emplois stables. Là encore, la question d'une redistribution des richesses au profit de celles et ceux qui les produisent se pose avec force.

C'est le développement et l'unification des luttes des salarié-e-s qui permettra d'imposer aux possédants une répartition égalitaire des richesses produites et du travail disponible, loin des promesses politiciennes qui ne valent que le temps des élections.

Paul K.

Grèce une décennie d'anarchie pour rien?

DIMITRI, camarade mandaté des relations internationales de la Fédération anarchiste grecque est venu nous exposer la triste réalité du mouvement libertaire, récupérée aujour-d'hui par les forces réactionnaires, dans son pays. Durant les années 1980, il a fait partie du groupe Nestor Makhno de la Fédération anarchiste francophone, il était notre invité lors de notre 64^e congrès, qui s'est tenu à Ganges dans le Gard.

Difficile passation de la mémoire

Dimitri: «S'il est issu d'une présence historique, aujourd'hui, le mouvement anarchiste grec ne peut pas se targuer d'être organisé, ni d'avoir des positions claires ni même de revendiquer une analyse sérieuse de la société!» Ce constat relève de plusieurs raisons. La première est certainement, le manque d'une tradition libertaire constante. La deuxième découle de la première. Elle s'est exprimée lors de la rencontre panhellénique à Patras en avril 1986, par le manque d'une recherche d'un minimum de forme d'organisation et de collaboration entre les divers groupes et tendances et l'absence d'animateurs pour les débats annoncés. Le tout se concrétisant par des discussions autour de thèmes plus folkloriques les uns que les autres comme, par exemple «Le cocktail Molotov est-il ou non une projection phallique?» Une déception totale! La troisième raison a été confirmée lors des événements de la révolte de l'Ecole polytechnique qui ont agité le pays, marquant la réapparition des anarchistes sur la scène politique moderne grecque. Elle a rassemblé, pour la plupart, des individus tout juste sortis des partis de gauche et d'extrême gauche. Ces derniers, à tort ou à raison, ont trop vite fait la confusion et porté l'amalgame entre l'organisation libertaire et l'organisation bureaucratique. Ils venaient tout juste de claquer la porte à la hiérarchie qu'ils ont vécue et fuit, au sein de ces partis. Aussi ont-ils évité, voire saboté parfois, toute tentative d'une organisation fédérale anarchiste.

Guérilla... Laquelle?

Une dernière raison, très grave est également à ajouter au manque de volonté de fédération. Les libertaires grecs modernes n'ont pas voulu, ou pas su (?) se distinguer des divers autres groupes qui pratiquaient la guérilla urbaine, adoptant au passage, des idées marxistes léninistes issues du 17 N ou d'ELA. Il faut, toutefois, rappeler dans quel contexte d'ultraviolence s'est déroulée cette dernière décennie. En novembre 1985, un policier assassine Kaltezas, un jeune homme de 15 ans qui, lors d'une manifestation, attaque un camion de CRS avec un cocktail Molotov. Cet événement fait descendre les anarchistes dans la rue et provoque des affrontements très violents au centre d'Athènes. La même année, Tsoutsouvis, membre du groupe Lutte antiétatique, qui pratique la lutte armée et se revendique libertaire, attaque également un camion de CRS. Il est laissé pour mort, après avoir tué trois policiers, au cours d'un affrontement. Et devient une sorte de héros. Que d'aucuns s'empressent alors d'imiter. C'est le cas de certains membres de l'Union des anarchistes qui constituent une bande armée secrète et se servent de l'organisation comme couverture. Or en 1987, après l'affaire Pekras, ils affrontent la police. Les médias se précipitent sur l'événement, assimilant tous les anarchistes à des délinquants. Ainsi, l'Union, qui prenait l'initiative d'unir et d'organiser le mouvement libertaire devient la cible de la presse qui s'empresse de publier la liste des anarchistes en liaison avec la structure.

Trahison

La publication de cette liste provoque un sentiment justifié de trahison, de la part des camarades ciblés. Ils se sentent trahis et arrêtent de militer. D'autres font le choix d'adopter une stratégie de guerre contre l'Etat sans conditions et sans réflexion sur l'impact qu'elle pouvait avoir sur l'opinion publique. En outre, en 1990, le policier qui avait tué le jeune Kaltezas est déclaré innocent dans une



caricature de procès. Enfin, à partir de la rentrée scolaire apparaît un grand mouvement d'occupation des lycées contre une loi concernant l'éducation. Malheureusement, les anarchistes organisés ratent alors l'occasion de fonder un courant libertaire solide et durable. Les événements s'enchaînent encore plus rapidement. En 1991, un éducateur est assassiné par des fascistes. Lors d'une manifestation de protestation qui tourne à la violence, quatre citoyens meurent dans un incendie provoqué par les bombes lacrymogènes lancées par la police. Et tout cela converge, lors de l'occupation de l'Ecole polytechnique de 1992 à faire passer dans les médias le portrait type de l'anarchiste ennemi de la société!

Sus à l'anarchiste!

530303

De fil en aiguille, l'anarchiste devient l'ennemi public numéro un et l'homme à abattre. Cette position justifie les arrestations que les libertaires doivent subir durant les années 1984, 1986 jusqu'à 1995. Ainsi, l'État ravi pose sa propagande et instaure une manipulation directe ou indirecte sur un modèle de l'anarchiste qui lui convient à merveille! Apparaissent alors, des groupuscules plus ou moins spontanés qui se revendiquent libertaires et véhiculent cette image auprès de la population. Par exemple, en 2007, une de ces bandes spontanées se revendiquant de l'anarchisme attaque une banque du centre d'Athènes. Un de ses membres est blessé et arrêté comme tel. S'en suit très peu après le tabassage presque à mort du président de la Confédération nationale du travail, à la fin d'une manifestation libertaire par une bande se revendiquant également anarchiste! Actuellement, deux des auteurs de cette agression sont emprisonnés et soutenus par un mouvement de solidarité. Or, lors du dernier mouvement des étudiants à Athènes, ces mêmes individus amalgamant marxisme-léninisme, masqués et portant le drapeau rouge et noir ont trouvé refuge, après avoir attaqué les policiers avec des cocktails Molotov, directement dans les locaux de l'université... Un professeur de cette institution et solidaire du mouvement étudiant a déclaré qu'il avait été le témoin de l'arrivée à cette manifestation, de cette bande masquée sortie directement d'un camion de la police! Tant d'autres preuves de télécommandes de ces bandes sont apparues ensuite, comme lors de la répression d'une révolte généralisée dans les prisons où elles ont également empêché la solidarité de s'exprimer. Ou encore, fin avril 2007, lorsque groupe Lutte révolutionnaire attaque l'ambassade américaine... avec une roquette en se réclamant du mouvement libertaire!

Pas d'amalgame!

Nous autres anarchistes organisés constatons que ce genre d'événements totalement fabriqués par les autorités sert uniquement d'écran de fumée au gouvernement, pour servir une politique de privatisation des universités et l'abolition du statut d'asile dans les lieux d'éducation. Face à cette situation, la Fédération anarchiste grecque a dû, par des communiqués, défendre les positions de l'anarchisme en tant que mouvement social et dénoncer les actions de ces groupes et individus para-étatiques, comme des actions contrerévolutionnaires qui ont comme seule motivation le renforcement de l'oppression et du contrôle des individus et de nos actions. Ainsi le gouvernement a-t-il déjà pris pour cible la maison des éditions libertaires Ardin qui a traduit en grec la plate-forme de N. Makhno et Archinov. Leur seul désir étant de discréditer la Fédération anarchiste grecque!

La FA grecque aujourd'hui

La Fédération anarchiste grecque OAE a été fondée le 28 août 2003. Deux ans plus tard, elle s'est étendue sur l'ensemble du territoire. Son objectif est l'intervention dans la vie sociale et politique par la propagande des positions anarchistes, la participation et la critique aux luttes des opprimés et des exploités, sur un plan régional, national et international. Sa priorité est la prise de conscience de la société et notamment de la classe ouvrière dans le cadre du combat direct contre le capitalisme et l'État, dans une lutte émancipatrice, et directe sans l'intermédiaire des partis et des politiciens.

Dimitri,

mandaté aux relations extérieures par la Fédération anarchiste grecque OAE. Propos recueillis par le groupe de Rouen de la FA et résumés par Patrick Schindler du Claaaaaash.

1. Fédération anarchiste grecque

1985 Assassinat de Kaltezas

Attaque d'un camion de CRS par Tsoutsouvis

Constitution d'une bande armée par certains membres de l'Union des anarchistes

1986 Rencontre panhellénique à Patras, en avril

1987 Affaire Pekras et affrontement avec la police

1990 Le policier ayant tué le jeune Kaltezas est déclaré innocent

1991 Un éducateur est assassiné par des fascistes

Mort de quatre citoyens, lors de la manifestation de protestation.

1992 Occupation de l'École polytechnique

2003 Fondation, le 28 août, de La Fédération anarchiste grecque OAE 2007 Une bande attaque une

banque du centre d'Athènes Attaque à la roquette de l'ambassade américaine à Athènes



Intervention sur la décroissance

Lors du meeting anarchiste du 28 avril 2007 à Saint-Denis



Groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste

SI LA CRITIQUE SOCIALE du capitalisme s'est largement diffusée dans le mouvement ouvrier depuis le XIX^esiècle (même si après l'impasse du communisme autoritaire, tout reste à reconstruire), en revanche l'émergence d'une conscience écologiste est un phénomène plus récent.

Un phénomène récent et d'autant plus difficile à appréhender qu'elle se trouve largement parasitée par les réformistes et autres productivistes accrochés à leur solution miracle: le développement durable.

La question écologiste a vraiment émergé et tout au moins en France à la fin des années 1960.

On se souvient de René Dumont, auteur de L'Utopie ou la Mort et candidat aux élections présidentielles de 1974 dont le résultat a été à peu de choses près celui de Dominique Voynet en 2007.

On se souvient du journal écolo-radical la Gueule Ouverte créé par Pierre Fournier.

On se souvient aussi de la première crise pétrolière fin 1973, des mesures de restriction envisagées suite à la hausse du coût de l'énergie et de la fuite en avant nucléariste de la technocratie française.

Au niveau international, les années 1970 ont vu aussi l'émergence d'une critique plus ou moins radicale de la croissance: le rapport croissance zéro du club de Rome en 1972, les ouvrages des pionniers de la décroissance comme Nicholas Georgescu-Roegen et Ivan Illico...

Le diagnostic de l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini avait donc déjà été posé dès cette époque, mais les nombreuses alertes contre la destruction de l'environnement, alors taxées de catastrophisme, ont été largement ignorées.

Aujourd'hui, les signes d'une crise écologique globale sont de plus en plus perceptibles

Selon le rapport Planète vivante 2006, l'empreinte écologique, c'est-à-dire la surface nécessaire à l'humanité pour vivre, excède la capacité biologique de la Terre de 25%.

En clair, nous ne nous contentons plus de vivre des intérêts produits par la nature, mais nous attaquons désormais le capital naturel

Le modèle des pays riches est particulièrement insoutenable: si tous les habitants de la planète vivaient comme des Français, il faudrait 3 planètes pour subvenir à leurs besoins!

Cette crise écologique globale revêt plusieurs aspects.

Une crise du déchet, dont le réchauffement climatique est une illustration majeure: le rejet de plus en plus massif de gaz à effet de serre lié à la combustion d'énergie fossile (gaz, pétrole, charbon) dans l'atmosphère nous entraîne sur la voie de changements climatiques irréversibles.

Une crise des ressources disponibles, dont on peut citer deux exemples:

- au rythme de consommation actuel, les réserves énergétiques (pétrole, gaz et uranium) sont tout au plus d'une cinquantaine d'années, compte tenu de l'explosion de la demande prévue.

- un déclin des prises mondiales des ressources halieutiques est constaté depuis le milieu des années 1990 et l'hypothèse d'une disparition totale des poissons d'ici à 2050 a été récemment envisagée |.

Une crise de la biodiversité qui a priori ne concerne pas directement les êtres humains, mais qui au final sera déterminante pour notre avenir.



La 6° grande crise d'extinction des espèces est engagée, à un rythme au moins cent fois plus rapide que le rythme naturel²

Aujourd'hui 40 % des espèces animales et végétales recensées par l'Union internationale pour la conservation de la nature sont menacées d'extinction.

Or il ne faut pas oublier que c'est la biodiversité qui rend notre planète vivable.

C'est à la biodiversité que l'on doit l'absorption des gaz à effet de serre, la fertilisation des sols, la constitution de notre chaîne alimentaire: nous sommes donc intimement liés à sa préservation.

Sans remise en cause globale de l'économie, cette situation dramatique ne peut que s'aggraver.

La question centrale est celle de la capacité des écosystèmes et des sociétés humaines à répondre à des changements d'une très grande rapidité d'ici la fin du siècle en cours.

Actuellement, la mondialisation (qui n'est que la généralisation du modèle insoutenable de développement capitaliste à une planète peuplée de 9 milliards d'habitants en 2050) conduit l'humanité à sa perte.

A partir de ce même constat, les tenants de l'économie de marché plus ou moins régulée, nous expliquent depuis une bonne dizaine d'années que la solution réside dans le développement durable.

Ce concept fumeux d'équilibre entre les dimensions environnementales, sociales et économiques ne prétend nullement s'extraire des logiques inhérentes à l'accumulation capitaliste, qui sont pourtant à l'œuvre dans la surexploitation des individus et de la nature.

Toute solution, toute orientation doit avant tout être économiquement acceptable: au nom du développement durable, aucun des enjeu majeur susceptible de nuire aux intérêts capitalistes n'a jamais été ou ne sera jamais remis en cause.

C'est d'ailleurs ce qu'ont bien compris les industriels qui se sont empressés de signer le pacte écologique de Nicolas Hulot.

Depuis que l'on parle de développement durable, la crise écologique globale n'a pourtant cessé de s'aggraver, démontrant s'il en était besoin l'incapacité des gouvernements successifs à enrayer la boulimie du système.

Au niveau international, l'échec de la lutte contre l'effet de serre est patent: l'agence océanographique et atmosphérique américaine nous apprend que les émissions de CO2 ont augmenté de plus de 28% dans le monde entre 1990 et 2005, et ce malgré le protocole de Kyoto³.

Non seulement les objectifs modestes des pays signataires ne seront pas atteints (c'est le cas pour l'Union européenne), mais le mode de calcul retenu encourage les délocalisations d'autant que le transport maritime et aérien international est exclu du décompte.

En France, les politiciens nous gavent de promesses et de solutions toutes faites qui ont largement montré leurs limites.

Ils nous disent: «La recherche et les progrès technologiques vont résoudre les problème.»

Et pourtant selon le Citepa, le secteur des transports a vu ses émissions de gaz à effet de serre augmenter de plus de 20% depuis 1990. Les progrès techniques sur les moteurs sont insuffisants pour compenser l'augmentation du parc de véhicules, des distances parcourues et des équipements coûteux en énergie.

Ils nous disent: «Il faut développer le ferroutage.»

Et pourtant depuis vingt ans, le transport ferroviaire est en net recul par rapport au transport routier⁴.

Ils nous disent: «Il faut développer les énergies renouvelables.»

Et pourtant selon l'observatoire de l'énergie, la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie primaire a baissé de 7,2 % en 1990 à 5,8 % en 2006.

Ils s'exclament sur la forte croissance de l'éolien, qui représente en 2006... 0,22 % de la consommation intérieure de courant!

Comment les croire quand les crédits de recherche sont absorbés à plus de 90 % par le nucléaire, quand les choix de l'EPR et de l'ITER vont amputer massivement les crédits affectés aux énergies renouvelables?

Comment croire qu'un politicien de quelque bord qu'il soit puisse y changer quoi que ce soit quand on se rappelle que les élus verts du Conseil Régional de Basse-Normandie ne se sont pas opposés à la motion de soutien à l'EPR en 2004; quand on se souvient de cette ministre écologiste signant le décret pour la prospection de sites d'enfouissement des déchets nucléaires; et quand, avant l'élection présidentielle 2007 le Parti socialiste avait annoncé que sur le nucléaire, il fallait se

placer dans la continuité des choix des gouvernements précédents?!

« Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste» déclarait Louise Michel. José Bové, qui par sa candidature vient de cautionner le système électoraliste, ne l'a, semble-t-il, toujours pas compris.

S'en remettre à l'Etat pour déstabiliser le capitalisme, quelle naïveté!

Les élections se succèdent et les problèmes restent

Tous les tenants de la démocratie représentative nous affirment qu'«il faut s'enrichir pour pouvoir soigner l'environnement» alors que la plus forte hausse de l'empreinte écologique est justement due aux pays riches!⁵

De l'UMP à la CGT en passant par les Verts, ils n'ont qu'un seul programme: la croissance!

Tous entrent dans le jeu capitaliste du toujours plus, celui qui vous enjoint à faire grossir le gâteau pour augmenter la taille des miettes à redistribuer.

Comme l'avait justement analysé l'économiste libéral Robert Heilbronner: «Sous un capitalisme stationnaire (ou même à croissance lente), les efforts continus des classes inférieures et moyennes pour améliorer leur position ne peuvent être satisfaits qu'en diminuant les revenus absolus des échelons supérieurs de la société. Un capitalisme stationnaire est donc obligé d'aborder la question explosive de la distribution des revenus qui est épargnée à un capitalisme en expansion. »

La fuite en avant est donc bien la seule stratégie de survie du capitalisme.

Dans un tel contexte la sobriété est rigoureusement impossible et la croissance se heurtera de plus en plus violemment aux limites physiques de la planète.

Que nous la choisissions ou que nous la subissions, la décroissance est inévitable.

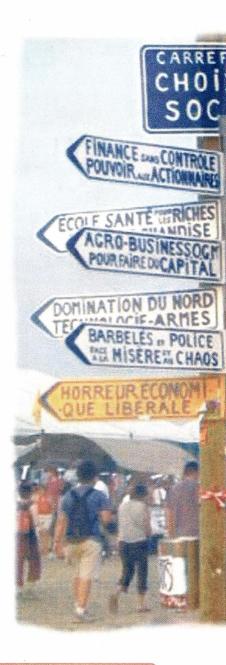
La décroissance signifie la réduction de l'emprise humaine sur la nature. Elle passe par un moindre prélèvement des matières premières et des ressources énergétiques.

Le terme de décroissance se construit en opposition à la croissance économique, qui mesure la croissance du PIB et traduit l'augmentation des biens et des services.

La décroissance s'oppose à cette logique absurde qui prétend mesurer la richesse et qui ignore tout des dégâts sociaux, environnementaux, des activités non-marchandes comme des valeurs d'entraide et de solidarité.

Revendiquer la décroissance ne signifie nullement empêcher les populations qui souffrent de se sortir de la misère. La décroissance traduit un objectif global de retour vers une limite en deçà de laquelle la planète peut être vivable pour tous. Pour les pays riches, elle suppose un effort majeur qui au-delà de la redistribution implique une remise en cause radicale de tout notre mode de production.

Pour le reste du monde, la décroissance implique une rupture avec le modèle économique occidental dominant.



Si la décroissance est notre seule perspective d'avenir, sa mise en œuvre dépendra de l'organisation sociale dont nous nous serons dotés.

Si nous laissons faire le système capitaliste, nous n'aurons d'autre choix qu'une décroissance écofasciste, dont l'ajustement se ferait alors par des mesures de restriction (quotas d'énergie et de matières premières liés à la hausse inéluctable des prix) accentuant considérablement les inégalités sociales pour les classes les plus vulnérables. Face à la raréfaction des ressources et à des territoires devenus invivables, l'élimination de masse est une hypothèse tout à fait probable.

Ceux qui revendiquent la décroissance, prétendent orienter leurs efforts pour éviter ce scénario catastrophe et proposer des alternatives.

La Fédération anarchiste a adopté une motion dès 2004 sur ce sujet, mais nous ne sommes bien évidemment pas les seuls sur le terrain de la décroissance.

L'idée de la décroissance recouvre plusieurs aspirations.

Celle de la simplicité volontaire, c'est-àdire la remise en cause du modèle de la société de consommation. Au niveau de l'individu, le retour à un mode de vie plus sobre est certes nécessaire mais le combat à mener va au delà du déconditionnement à consommer : aujour-d'hui beaucoup d'entre nous sont prisonniers d'un mode de vie déterminé par des choix politiques.

Le mode de vie efficace des Inuits, qui leur a permis de survivre dans un milieu hostile depuis des millénaires, n'empêche pas leur société d'être gravement menacée par l'effet de serre.

D'autres, comme certains contributeurs du journal, se revendiquent d'une décroissance soutenable, c'est-à-dire ne devant pas générer de «crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme» dans le mythe d'une «économie de marché contrôlée par le politique et le consommateur».

Dans leur sillage, un parti pour la décroissance poursuit l'objectif de présenter des candidats aux élections législatives et locales.

Il faut être bien naïf pour imaginer que le patronat et les classes dirigeantes se laisseront progressivement déposséder de leur prérogatives et privilèges quand l'Etat et son appareil de contrôle social s'est historiquement construit au service de ces mêmes classes dominantes!

Face à l'illusion réformiste qui nous fait croire qu'on pourrait changer graduellement les bases inégalitaires d'une société hiérarchisée, la seule réponse est la rupture avec le capitalisme et l'Etat, la seule réponse est celle de la révolution sociale et écologique!

Nous ne croyons toujours pas au sauveur suprême: ni président ni avant-garde éclairée pour nous montrer la voie de la décroissance.

Anarchistes, nous militons simplement pour une société dans laquelle les individus reprennent les moyens de décider par euxmêmes.

· La décroissance que nous revendiquons en tant qu'anarchistes suppose à la fois une redéfinition et une redistribution des richesses.

Le projet de société libertaire passe par l'expropriation capitaliste. C'est-à-dire:

Mettre fin au bourrage médiatique et publicitaire au service de la société de consommation, rompre avec la toute puissance technologique pour reprendre conscience des limites écologiques et de notre relation intime à la nature.

Nous débarrasser de la logique de profit, pour retrouver une intelligence collective permettant de nous recentrer sur les besoins fondamentaux des individus.

Limiter le travail à un temps contraint minimum au service de la société, en privilégiant les biens matériels durables et réparables, en privilégiant les liens entre individus fondés sur la solidarité et l'entraide.

Le projet de société libertaire passe aussi par l'autogestion, véritable outil d'ajustement des besoins réellement identifiés avec les efforts que les individus sont prêts à y consentir

De nombreux points d'ancrage existent dans la société actuelle: des lieux, des initiatives et mode de vie alternatifs qui se déploient en dehors du champ de l'économie marchande.

Ces îlots de résistance au capitalisme démontrent notre capacité à gérer la société en nous passant de la représentation politique permanente.

Le projet que nous poursuivons en tant qu'anarchistes c'est aussi le fédéralisme, c'est-à-dire la capacité de ces initiatives à se fédérer entre elles autour de projets, dans le respect de la démocratie directe: il ne s'agit pas de reconstruire un autre État, lieu de délégation permanente de la gestion de la société à des politiciens auxquels tous doivent se soumettre.

Nous avons très peu de temps pour mettre fin à l'exploitation de l'homme et de la nature par le capitalisme. Il en va de notre survie.

Alors organisons-nous et fédérons-nous...
Pour une décroissance libertaire!

^{1.} Science, 3 novembre 2006.

^{2.} Michel Moreau, Le Monde du 7 janvier 2006.

^{3.} Agence atmosphérique et océanographique américaine (NOAA), données 2005.

^{4.} Comptes des transports de la nation DAEI-SESP – entre 1990 et 2005, évolution dans la part de transport de marchandises par mode: poids lourds (40 %), train (-22 %).

^{5.} Rapport planète vivante WWF 2006 (données 2003): « entre 1992 et 2003, l'empreinte écologique des pays à faible revenus et à revenus moyens a peu changé, tandis que celle des pays à hauts revenus a augmenté de 18% ».

Le travail pour le travail

ou comment un totalitarisme rampant nous menace!

L'Education Nationale inflige aux enseignants deux demi-journées de prérentrée que les proviseurs n'arrivent pas à « faire rentrer » dans le cadre normal de l'activité des professeurs.

Ce véritable premier pas, cette première tentative, est une espèce d'acte manqué qui représente à la fois le désir du ministère de faire la prérentrée dès le mois d'août (ne pas oublier qu'elle existe déjà dans les écoles primaires pratiquant la semaine de quatre jours et que cela tend à se généraliser) et la peur de franchir la barrière du 31 août en pratiquant une agression caractérisée envers les congés des enseignants.

A défaut de pouvoir allonger l'année civile de 2 jours et de nous faire croire qu'elle comporte 367 jours, le ministère a réussi à sortir de son chapeau deux jours virtuels, que l'on essaie, le plus souvent, de plaquer artificiellement sur des mercredi après-midi.

A cela on ajoute la journée dite de « solidarité » (dans les faits, nous voilà bien obligés de nous demander « avec qui! ») qui correspond à l'idée de travailler plus pour ne rien gagner de plus, sorte de « corvée » « moderne » — ce mot peut paraître impropre tant la démarche est archaïque!

Le report de cette journée sur deux demijournées, dépendant du lycée ou l'enseignant exerce, demi-journées sur lesquelles la plupart des enseignants ont déjà des services, est fait pour empêcher la grève.

On cultive l'obligation de s'investir dans les journées dites « portes ouvertes » et celle de « s'ouvrir » sur l'extérieur en nous transformant en « recruteurs », avec « short et baskets », dixit, pour aller à la pêche à d'éventuels futurs élèves! On nous infantilise sciemment et le mépris affiché pour les jeunes des classes sociales les plus défavorisées est de plus en plus criant.

(Alors que, chaque année, certaines sections en seront à la rentrée à l'opération « porte fermée »). Recrutement qui nous déroute toujours un peu plus chaque année, au fur et à mesure des suppressions des structures spécialisées et des actions de soutien et d'aide. Les élèves nous arrivent avec des pro-

blèmes relevant de l'orthophonie, de lacunes, de problèmes familiaux, de pauvreté (comment ne pas s'apercevoir que bon nombre de ces élèves nous arrivent broyés par le poids des problèmes sociaux et la privation de... travail... de leurs parents?!)

Sans doute l'état compte — At — il sur nous pour « absorber » le surcroît de travail occasionné par la suppression des services d'aide aux handicapés et aux élèves en difficulté profonde.

Sans doute l'état compte — At — il sur nous pour compenser son incurie!

Peu importe visiblement que s'installe l'aliénation par le travail!

Peu importe que l'enseignant passe bientôt plus de temps devant un ordinateur que devant ses élèves!

Certains projets préconisent même l'obligation de présence 35 heures hebdomadaires! (ah! Le beau modèle britannique!).

Le même salaire (dans le meilleur des cas), pour plus de travail et moins de temps libre, un droit de grève restreint, voire qui disparaîtra, voilà ce qui nous attend!!!

Quel bénéfice en tireront donc réellement les élèves? Le but est-il d'ailleurs que les élèves en aient un quelconque « profit »?

A considérer l'opération « pentecôte » jour de « solidarité », on en conclus que non, évidemment.

Suis-je libre? Libre en droit. Aliéné en fait. République théorique, dictature réelle. L'Etat me vole une journée de travail supplémentaire. Il se rend propriétaire de mon temps.

Parce-que dans leur idéologie, le fonctionnaire ne s'appartient pas. Il appartient à l'Etat! C'est mon temps de travail que je vends, pas ma personne, ni mon cerveau!

Qu'importe d'user un peu plus de mon temps puisqu'il appartient avec moi à qui croit en être propriétaire!

Propriété et domination: quelle différence avec une nouvelle forme d'esclavage? La violence physique est absente. La violence morale est déjà là!

du 14 au 20 juin 2007

Henry, de Rouen.

Prof en lycée professionnel

Un Sarkophage sur la France!

Notre bon maître du libéralisme nous prépare un Tchernobyl social

Le populiste à discours variable en fonction des auditoires et des sondages qualitatifs sur l'état des opinions, le mitron (petit Boulanger), le Sarkopen, mix de néoconservatisme US et de Le Pen, le copronyme (nom de crotte, parce qu'il a foutu la merde, la peur, le sentiment d'insécurité), le bonapartiste en forme de Napoléon IV le très-petit en tant qu'à la fois nationaliste et proche du petit peuple, etc., a gagné. S'il tient ses promesses, la France va en chier dans le droit fil de la politique chiraquienne qui consistait à faire le contraire de ce qui était annoncé au bon peuple tout en avançant dans le sens du néo-libéralisme.

Jacques Langlois

NE NOUS Y TROMPONS PAS: ce qui va être continué, approfondi, accéléré c'est la casse sociale. La seule différence est de style : la couleur a été annoncée. Et c'est cela qui est manifeste: les gens qui n'ont pas intérêt du tout à la politique néolibérale ont voté massivement pour Sarkopen, sauf les jeunes de 18 à 25 ans. Le copronyme va aggraver toutes les fractures sociales: entre les jeunes et les vieux, entre les riches et les pauvres, entre les qualifiés et les déqualifiés, entre les inclus et les exclus, entre les athées et les religieux, entre les laïcs et les communautaristes, entre les Blancs et les « Bronzés », etc. C'est facile à montrer parce que le candidat n'a aucunement caché, contrairement aux mensonges chiraquiens, ses volitions néoconservatrices inspirées directement des Etats-Unis. Revoyons les promesses du candidat.

Domaine fiscal. Il apparaît clairement que tout est prévu pour favoriser la rente, le patrimoine, l'enrichissement sans cause par spéculation non taxée, la richesse.

Le « bouclier fiscal » va réduire à zéro l'ISF. Il est en effet question chez le mitron de le descendre à 50% du revenu, tous impôts confondus, ce qui signifie que le montant de l'IRPP, de la CSG, de la RDS, des taxes foncières et d'habitation ne saurait dépasser 50% du revenu de l'impétrant (pour 2007 avec l'hyponyme Galouzeau de Villepin c'était 60% y

compris les taxes locales, mais sans la CSG et la RDS [11 %]). On conçoit que le grand politologue Johnny, dont l'apparition à l'écran le 6 mai a fait couper l'intervention de Fabius, envisage de quitter la Suisse. Qui plus est tout investissement dans la recherche ou les PME sera exonéré de l'ISF à hauteur de 50000 euros. Récemment, dans le régime Villepin, une vieille héritière des galeries farfouillette, n'ayant que 900 millions d'euros de capital, s'est fait rembourser 7 millions de trop perçu! Les réductions d'impôt pour faciliter les emplois domestiques à domicile vont augmenter. Avant, comme aux Etats-Unis, les réductions d'impôt 2007 de l'hyponyme avaient favorisé les riches, notamment en supprimant les 20% d'abattement sur les revenus bruts qui étaient autrefois plafonnés à 102000 euros (ce qui signifie que les revenus au-delà y gagnent largement) et en éliminant le taux de 48 % rabattu sur 40.

Le copronyme annonce une suppression pour 95% des héritiers des droits de succession et de donation; sachant que la succession moyenne en France est de 55000 à 100000 euros, devinez qui va le plus échapper à l'impôt ou le diminuer drastiquement? Les classes aisées et les riches...

Les promesses d'écotaxe sur les carburants ou autres ou de taxation des poids lourds étrangers circulant en France ou de TVA à 5,5 sur les restaurants sont des plaisanteries: il faudrait l'accord de l'UE. Les attaques contre la BCE étaient à usage lepéniste en forme de fausse promesse car on ne pourra rien faire sans l'accord des 26 autres pays de l'UE.

Le petit Bonaparte a promis une réduction de l'impôt sur les sociétés, à passer de 33 % sur les bénéfices à 25, moyenne européenne. Qui va payer la protection sociale? Réponse: le bon peuple et surtout les classes moyennes, les classes pauvres ne pouvant guère être pressurées davantage.

Domaine de l'emploi et du travail. La grande mesure est la détaxation des heures supplémentaires pour que « ceux qui veulent travailler plus gagnent plus »: pas de cotisations sociales sur les heures sup majorées à 25% pour les patrons, pas d'impôt pour les salariés, sans évidemment que ça compte dans les cotisations de retraite et de chômage. Il faut être totalement ignorant des réalités des entreprises pour croire que cela fonctionnera. Déjà, les grandes boîtes ont profité des 35 heures Aubry pour se réorganiser et augmenter leur productivité, pour supprimer les temps de pause et lisser leurs périodes creuses de demande. Chiracos avait déjà porté le contingent annuel d'heures sup à 220 annuelles. Ces firmes s'en foutèrent. Les petites boîtes s'en foutent aussi: elles peuvent faire faire déjà des heures sup sans les payer, le salarié ayant le choix entre les faire ou être viré. Déjà, il y a de nombreuses dérogations aux 35 heures, notamment dans la restauration hôtellerie. De plus, cela favorise les « insiders», ceux qui sont là et ont un emploi, au détriment des « outsiders », ceux qui cherchent un emploi car il suffira de faire travailler plus les premiers. Le résultat sera donc nul en termes d'emploi et pour ce qui est du pouvoir d'achat censé faire redémarrer la demande. Le résultat sera aussi une augmentation des heures travaillées avec suppression de fait des 35 heures.

Les assistés, les érémistes, les tricheurs, etc. seront remis au boulot sous peine de suppression des allocations qui seront prétendument augmentées vu que le nombre des bénéficiaires diminuera dans cette politique de « workfare », de travail forcé, de travailleurs pauvres. La statistique officielle du chômage diminuera donc (être disponible, avoir travaillé moins de 78 heures dans le mois précédent et demander un emploi à temps plein, catégorie 1 de l'ANPE, la seule publiée) au profit de l'augmentation de celles, jamais affichées, montrant le développement du sousemploi. Seront multipliés les emplois à temps partiel, en intérim, en CDD (qui du reste sera supprimé). Le diplômé bac+5, dans une mauvaise formation inadaptée au marché du travail, sera contraint d'accepter des petits boulots de service. Sarkopen pense faire mettre en place le Contrat de travail unique: un CDI passe-partout, genre CNE étendu et généralisé, aux droits calibrés sur l'ancienneté, avec licenciement sans en signifier le motif, avec interdiction d'aller aux prud'hommes car tout serait contractuel dès le départ du contrat. Le copronyme oublie qu'il y a aussi un droit international et européen du travail qui interdit de telles mesures. L'annonce en était donc purement publicitaire pour se rallier les suffrages des patrons de PME, PMI, TPE et du FN.

L'hyperlibéral pur Malte a décrété: pas de lois sociales sans consultation préalable des confédérations syndicales: pure poudre aux yeux car consulter n'est pas négocier et encore moins ne pas passer outre, et il y aura toujours assez de syndicats compradores pour signer moyennant un avantage. Du reste, c'est prévu: les syndicats seront financés sur ressources publiques à l'instar des partis politiques. Et vive les permanents coupés de toute réalité de terrain, mais en contradiction avec le primat qui sera continué aux négociations locales au niveau des usines et des établissements... Il est annoncé une révision des critères de représentativité des syndicats (pour n'avoir que des syndicats compradores?): on attend le résultat avec impatience.

Un service minimum des services publics sera instauré en première urgence. Sarkopen a donné un exemple: les transports (RER et RATP ou SNCF) auront l'obligation de fonctionner trois heures le matin et trois heures en fin d'après-midi comme service complet. Le mitron ignorerait les contraintes techniques qui feront que ces 2 fois 3 heures obligeront à un service complet sur toute la journée car on ne peut pas réorganiser comme ça, au doigt et à l'œil, le fonctionnement des transports. Ou plus sûrement il le sait et espère ainsi tuer le droit de grève dans les services publics, sous l'apparente neutralité d'une règle technique. Mais surtout, il faut analyser la priorité donnée à l'instauration du service minimum avant toute négociation sur les autres problèmes sociaux. C'est rusé, car il s'agit d'enlever aux syndicats leur principal pouvoir de nuisance avant de les « consulter » sur les évolutions « nécessaires » du droit du travail et la suppression des régimes spéciaux de retraite.

Bonaparte le très petit veut supprimer les régimes spéciaux. Il y en a 124, dont le mirifique statut des 577 députains et des 331 sénateurs ou celui des professions libérales ou celui des dirigeants d'entreprises... Sont visés, en fait et seulement, les régimes des établissements de service public (EDF, RATP, SNCF, etc.) afin de pouvoir continuer de les privatiser car la doctrine libérale européenne l'exige, et la comptabilité anglo-saxonne récemment adoptée en Europe y pousse.

Le petit Boulanger veut fusionner l'ANPE et l'Unedic. Pourquoi ne pas y ajouter, pour faire « un grand service public de l'emploi » et de la formation continue, l'AFPA, les CAT, la FPC, les GRETA, les centres d'apprentissage, etc? Cela ferait la réunion de moult moyens pour associer le chômage à des formations qualifiantes. Sarkopen n'a pas dit grand-chose de la sécurisation des parcours professionnels (SS, salaire maintenus dans les périodes d'inactivité comme au Danemark)



La Catastrophe d Issy. hipman party
Le Partion.— Tempouro aimable, ce chez president?... Le fail est
que notre deuleux sera grande? C'est une afficie qui oa peut-être
neux cotter chez?

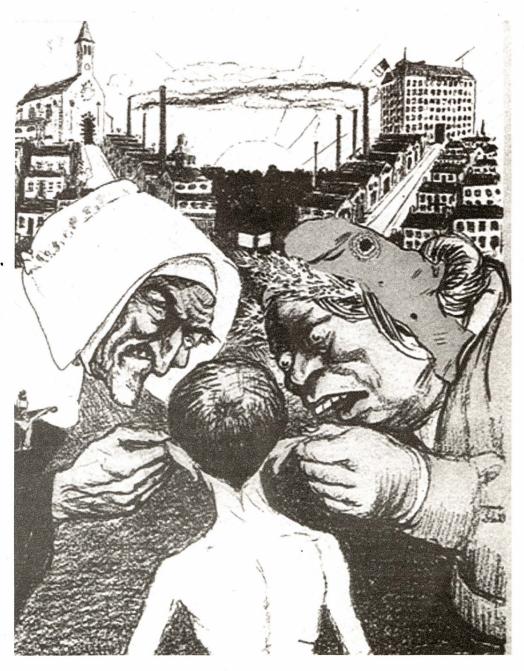
visant l'aide aux personnes et non la subvention des emplois. De la flex-sécurité danoise, il n'a retenu que le préfixe flex.

Domaine de la formation. Santa Klaus, Nicolas, maintenant associé au père fouettard, va y restaurer l'autorité, le respect, l'ordre. Il oublie que l'autorité se mérite et la confond avec le pouvoir. Le Nicos confond l'école avec la Star-ac. Il veut supprimer la carte scolaire, autonomiser les établissements (gestion, recrutement de profs), faire boulonner ces fainéants de profs et réduire les inefficaces ZEP. Il veut créer un fichier « base élèves », où seraient enregistrées les incivilités des élèves, l'autorité provenant alors de la police et de la surveillance des familles « out » exercée par les maires avec le concours des travailleurs sociaux chargés de « signaler » les cas problématiques. Et s'ils n'obtempèrent pas on les mettra dans le fichier national des empreintes génétiques (FNAEG, créé par les socialos mais étendu quasiment à tout par Sarkopen) comme de vulgaires arracheurs de mais transgénique. Quant aux universités, qu'elles soient autonomes et qu'elles se fassent financer par des partenariats public-privé comme aux États-Unis et chez les G-B. Quant à la recherche, à l'innovation, au statut des chercheurs-enseignants, silence radio.

Domaine de la répression. Là, le libéral pur Malte est à l'aise; il a déjà fonctionné sous Chiracos. Mais il va pouvoir pousser les feux. L'excuse de minorité (loi sur les mineurs en 1945) deviendra un souvenir, la majorité pénale étant rabaissée à 16 ans (alors que pour acheter un ticket de loterie ou de jeu il faudra avoir, comme dirait Dalida, 18 ans!) et pouvant être exclue en fonction des faits reprochés. Les « récidivistes » auraient droit à des peines plancher, ce qui contredit la Constitution et surtout les principes généraux du droit ayant établi depuis des siècles la per-. sonnalisation des peines eu égard aux actes, qui seraient ainsi seuls retenus. Il faut s'attendre à un durcissement des répressions visà-vis des étrangers clandestins et, aussi, des gens les aidant et enregistrables déjà dans le fichier ELOI. Soyons sûrs que la police aura désormais tous les droits et que ses bavures ne seront jamais punies. C'est évident: l'hyperlibéralisme pénalise les pauvres et renforce les inégalités; pour éviter la révolte, il suffit d'accroître la répression. Notons que Sarko 1er n'a aucunement envisagé une augmentation de la répression des délits en col blanc. Au contraire, il est prévu de faire partir leur prescription, non de la date des faits délictueux, mais de celle de leur découverte et en en diminuant la durée, ce qui permettra de prescrire tous les actes de Chiracos et bien d'autres.

Domaine international. Le candidat, comme sa concurrente, n'a pas dit grand-chose. Il a attaqué la BCE, mais la réforme de la chose ne saurait dépendre de la France seule. Il n'a rien dit de la commission européenne à propos des critères de Maastricht (3% de déficit, 60% de dette par rapport au PIB). Il a fustigé l'entrée de la Turquie.

A destination du Front national et du MPF. Gageons que nous irons avec lui vers l'atlantisme, c'est-à-dire la soumission aux intérêts américains, vers le soutien à l'Etat israélien contre les Palestiniens, vers la répression de l'Iran. Il a annoncé que la France ferait ratifier le traité européen, réduit à ses fondamentaux politiques, par le Parlement, histoire de passer outre le peuple, qui avait voté contre à 55%, et de courtcircuiter la démocratie. Le 6 mai, une fois élu, Sarkopen a mirifiquement annoncé que tout serait fait pour l'Afrique, la Méditerranée, les PVD. Attendons les actes, car sous Chiracos l'aide au développement atteignait péniblement 0,47 % du PIB français (contre 0,7 décidés à l'ONU il y a plus de vingt ans) et en comptant les remboursements de dette et les allocations aux étudiants boursiers étrangers, etc. (qui, une fois déduits, ramènent l'aide à 0,25 %)! Dans le domaine planétaire de la défense de l'environnement, le soir du 6 mai, le pur Malte se positionnait en leader. Qui vivra verra, mais c'était sûrement pour séduire les écolos comme il l'avait fait pendant la campagne.



L'utopie est-elle soluble dans l'anarchie?



Question qui passionne autant les utopistes que les anarchistes. L'utopie, si elle n'est in mémorielle, revêt sa forme la plus achevée au milieu du XVIII°, avec *Utopia* de T. Moore, reprise par des Fouriéristes. Elle pose les prémices d'une société idéale, ni anarchiste, ni libertaire mais, qui n'exclut pas pour autant un voyage dans le plus beau des rêves!

« L'utopie est un rêve encore non encore réalisé mais non pas irréalisable » Joseph Déjaques, anarchiste fouriériste 1848

QUI DE MIEUX PLACÉ pour évoquer l'utopie, que le philosophe fouriériste et ami des anarchistes, René Schérer, qui prévient d'emblée dans son dernier ouvrage¹: J'élimine avant tout, la note dépréciative qui permet d'identifier l'utopie à une pure illusion, de plus nocive, quand elle trompe la réalité qu'elle masque. Pour Schérer, l'utopie fait trop souvent florès dans les médias, depuis la chute de l'Union soviétique, qui voulait en marquer la fin, par le triomphe de l'économie capitaliste et l'économie de marché! L'usage du mot utopie entache en effet un peu, pour René, simplement l'usage du mot, avec son acceptation toujours possible et sous-jacente, qui permet à quelqu'un de qualifier d'utopique, cette économie marchande et les régimes qui en dépendent pour prétendre associer au commence et aux bénéfices des banques, le bonheur de l'humanité, néfaste illusion! On voit ainsi, comment la balle peut-être renvoyée d'un camp à un autre, indéfiniment. Il ne faut donc pas se préoccuper de ce sens négatif par provision, comme disait Descartes! Pour autant répondre positivement à la question Qu'est-ce qu'une utopie? N'est pas facile, c'est un peu comme essayer de répondre à la question Qu'est-ce que la philosophie? Pourtant, pour Schérer, il y a une grande ressemblance entre les deux, philosophie et utopie, surtout quand les philosophes s'entichent de politique, ils deviennent souvent utopistes ou s'en approchent!

Kant et autres voisins de l'impossible

En écrivant La paix universelle, Emmanuel Kant s'en est approché, lorsqu'il pensait à un concept comme La terre, une forme de pensée du lieu, topos en grec, mais incluant un lieu de nulle part, comme l'exprime le suffixe négatif rajouté, u: ou. Ce qui donne au mot d'utopie son côté négatif. Mais c'est Thomas More qui recentre, le premier la question, qui est moins qu'est-ce que, que comment, quand, où? More associe l'image e le nulle part localisé en un lieu précis, mais introuvable sur la carte! Aujourd'hui, les contraintes sociétales sont telles, qu'elles rendent impossibles la réalisation d'une telle pensée ou d'une telle image, qui se transforme alors, en un pari sur l'impossible. Pour autant, les utopies dans l'histoire, se répartissent entre celles qui sont fondées sur la primauté de la raison et celles qui donnent la prépotence au désirable, ou autrement formulé, celles qui s'adressent à la raison et celles qui parlent à la passion, ou au cœur, deux aspects qui s'entremêlent jusqu'à en devenir indiscernables. L'anarchiste fouriériste, Jacques Déjacques écrivait en 1848 que l'utopie est un rêve non encore réalisé, il est certain que l'anticipation d'un avenir, d'une mise enœuvre d'un projet a souvent été depuis, qualifiée d'utopie, son échec résultant d'ailleurs de cette conception! Si l'on considère, au contraire, l'utopie comme le fait Raymond Ruyer, comme une actualisation supposée d'un virtuel, ou d'impossible, on

libère alors, l'utopie de la prétendue épreuve de réalité, dirimante pour en dégager, alors, la valeur à la fois critique t catégorique.

Raison d'être de l'utopie

Depuis Thomas More, elle adopte une certaine fonction de critique sociale, comme l'accusation des transformations que subit la propriété foncière, la suppression des biens communaux de libre pâture et la naissance de l'accumulation capitaliste, qui, dès le seizième siècle, a ruiné la population laborieuse des campagnes, dans l'Angleterre de Henri VIII. Car en Angleterre ou en France, à cette époque, la prolifération du genre utopique avait surtout pour cible la vie politique et sociale, par exemple, en ce qui concerne le mariage et le coupe: l'apologie de la liberté du choix matrimonial substitué au dispositif de l'alliance entre familles, comme on peut en suivre facilement le déroulement à partir des écrits de Swift, jusqu'à Récif de la Bretonne, si l'on respectait, tout du moins l'affabulation du premier modèle utopique: son transport dans un île ou un pays imaginaire, permettant de multiples variations romanesques. En revanche, au début du dix-neuvième siècle, l'utopie s'engage directement dans l'mouvement social, avec un programme, comme par exemple ce que Marx et Engels appellent le socialisme utopique, auquel ils opposent le socialisme scientifique. Ce découpage idéologique a débouché en grande partie, sur la définition contemporaine de l'utopie, que l'on appelle alors, dans la pure ligne du

marxisme ce qui ne tient pas compte des forces sociales révolutionnaires existantes, la classe ouvrière et le prolétariat. Les utopistes se transformant alors en réformateurs sociaux qui ont décrit un état idéal de la société, sans mener pour autant, une analyse des forces en présence, sans se préoccuper de la mise ne acte de leurs idées, ou concevant une application éventuelle de leur doctrine comme découlant d'une simple initiative volontariste: les ingénieurs pour les Saint Simoniens, l'église des sectaires d'Enfantin et enfin, les fondateurs de phalange de Fourier.

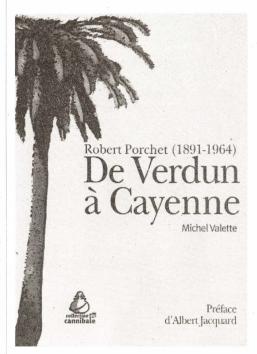
Utopie et école de Francfort

Cependant, l'utopie prend alors, une nouvelle forme contemporaine, dans le freudomarxisme de l'école de Francfort ou avec Ernst Bloch qui n'appartient pas à cette école, mais en est le contemporain et interfère régulièrement avec ses tenants, Adorno, Horkheimer ou Walter Benjamin, un marginal, mais qui forment, néanmoins un groupe, sinon un courant revendiquant à divers titres, l'utopie, sa fonction en particulier, si ce n'est exclusivement, celle de Fourier. Mais, comment établir une alliance entre une philosophie foncièrement marxiste, dialectique, historienne et une pensée a- historique? Adorno s'en tire en inventant une dialectique négative, Bloch fait entrer l'utopie dans une activité dont Hegel avait annoncé le dépassement dans une société achevée: celle de l'art. Si René Schérer se dit utopiste c'est pour lui, une façon de se distinguer des philosophes qui tiennent à se préserver contre une appellation conçue à l'égal de la peste, ces pourfendeurs d'une utopie source d'illusions, pensée faible ou légère, à laquelle ils prétendent opposer une pensée forte, sérieuse, attentive au réel et ne se berçant pas d'utopies! Avec l'utopie, le philosophe se sent justement en quête de réel, à la manière de Pasolini qui ne la souhaitait pas pour luimême, ni pour celle déformante du parti communiste qui n'en est qu'une déformation, un détournement de sens, mais plutôt avec son obsession de la realta, c'est-à-dire, la recherche d'une réalité absente, ou qui s'est enfuie, à l'image des lucioles qui dans les années 1960 ont disparues des campagnes d'Italie! Et l'utopie en opposition aux leurres et aux illusions néfastes de la société marchande et de la Civilisation, au mensonge du Progrès par la voie de l'Histoire selon son cours actuel. L'intérêt de la vie selon Fourier, c'est pouvoir jouer à tout moment sur la possibilité d'une retournement démasquant le réel impossible: Utopie pour utopie, pourquoi ne pas choisir le plus beau de rêves!

Propos recueillis par Patrick Schindler groupe-claaaaaash@federation-anarchiste

1. « Après tout, Entretiens sur une vie intellectuelle », René Schérer & Geoffroy de Lagasnerie, éd. Cartouche 17 euros, disponible Librairie du Monde libertaire. 145 rue Amelot 75011 Paris.

Chair à canon



René Burget

Désarmement unilatéral

Aucun progrès réel ne peut être accompli si l'on n'accepte pas de courir des risques. Le désarmement par l'exemple n'est pas dépourvu de risques. L'homme qui refuse le service militaire peut avoir à souffrir de son audace, et la nation qui prendra l'initiative de donner l'exemple du désarmement affrontera la possibilité de souffrir temporairement de sa hardiesse dans un certain avenir; mais le monde a épousé des risques, de terribles risques pour obtenir la sécurité par la guerre – et il a échoué. Le risque qu'il y a à entrer par la porte étroite est faible en comparaison.

H. Runham Brown

FANTASSIN INCORPORÉ au 24° R.I. en octobre 1911, Robert Porchet passera mille cent jours pour apprendre à en faire le moins possible en un maximum de temps. Face à l'injustice et à la violence des brimades militaires, il en impose par son sang froid. Garder sa dignité dans une caserne n'était pas un mince exploit. D'autant plus que le service de sa classe avait été prolongé d'un an, et que sa mobilisation continuera à la déclaration de la Première guerre mondiale.

Comment rester un homme face à la folle excitation patriotique? Prendre de la distance devant l'énorme manipulation, devenir un spectateur malheureux... La réponse ne peut être que personnelle.

Au front dès le 5 août 1914, son régiment va se diriger sur la Belgique. Baptême du diable le 22 août, entre Namur et Charleroi: 30 % des hommes y crèvent. Bien plus, si un lieutenant blessé n'avait pas ordonné la retraite.

Le 2e classe Porchet réussi à ne pas tirer un seul coup de fusil. Mais, comme les munitions vont être vérifiées, il pointe son arme vers des rochers, afin de ne pas toucher un des frères d'en face.

Après avoir pratiqué le sport préféré de nos armées (la course à pieds devant l'avancée des troupes allemandes), il se retrouve à l'automne 1914, dans les tranchées de Craonne. Pataugeant dans la boue, la pluie et les explosions d'obus, il

Le livre de Michel Valette Robert Porchet (1891–1964) De verdun à Cayenne, sera présenté le Samedi 30 juin à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris

Bonne Alnnee

assiste à d'inconcevables hécatombes pour quelques mètres de terrain.

Dès octobre, il a écho de soldats fusillés pour l'exemple, pris au hasard suivant le caprice du commandement, sous des prétextes futiles, tels des prétendues mutilations.

Le 24 décembre 1914, il témoigne des scènes et chants de fraternisation entre les tranchées « ennemies ».

Après les permissions, délivrées au compte goutte, tout se mélange dans la tête des soldats, révèle-t-il: « Si nous réussissons physiquement à tenir le coup, allons-nous pouvoir rester sains d'esprit? Ou bien, allons-nous à force de banaliser le meurtre et l'indifférence à la mort, perdre tout sens moral? Déjà, l'aumônier qui nous fait la messe ne cesse dans ses prêches de justifier nos crimes et trouve normal pour lui-même de monter à l'assaut à la baïonnette! Comment continuer à croire en Dieu dans ces conditions? »

Terreurs, écœurements, indignations, la honte explose davantage lors de l'offensive de 1915, en Champagne. « Grignotage » selon Foch, la division perd 800 hommes pour gagner 15 km! Porchet est félicité pour son attitude au combat (alors qu'il a toujours évité de tuer).

Hiver 1915, il plonge dans l'enfer des montagnes de cadavres à Verdun, où par -10°, le sol est dur comme du marbre: « C'est vrai, quelle différence y a-t-il entre ces rats et nous? Nous sommes terrés comme eux. Nous luttons comme eux pour survivre. Ah si! Une différence et une seule: ils sont mieux nourris que nous. »

En quelques jours, la division perd les deux tiers de ses effectifs. Après avoir testé les lance-flammes et les obus à gaz, il reçoit, en mai 1915, son premier masque à gaz.

Assiégé au Fort de Vaux, Porchet mène à bien une corvée d'eau décisive. Puis, il reste l'arme au pied dans le corps à corps insensé, au milieu de déchets humains en décomposition. Il perd conscience dans cet océan en putréfaction. Se retrouve dans une église transformée en hôpital du front, puis évacué dix jours, avec les quelques survivants, dans une ferme pour se « remplumer ». Il reçoit des galons de caporal pour son courage.

Là, il réalise l'ampleur de la trahison de la République, qui les a transformés « en esclaves, en assassins, en sauvages à la fois cruels et pitoyables. »

Il atteste: « Quel honneur national peut légitimer le carnage, le charnier, les mutilations? La lâcheté dont nous avons fait preuve jusqu'ici en nous faisant les complices même passifs, de cette ignominie, nous paraît impardonnable. Notre devoir est de nous racheter. Cette désertion [...] il nous faut maintenant la préparer. »

Après un été de cavale, Porchet est arrêté par les gendarmes à la poste de Mâcon, où il cherchait son courrier. Le Conseil de guerre de Paris le condamne comme danger pour la société, le 17 octobre 1917, à quinze ans de travaux forcés.

Détenu six ans dans de terribles conditions à Thouars (Deux-Sèyres), il connaît ensuite les bagnes de Guyane pendant dix ans. Là il est hospitalisé, victime des structures d'exterminations militaristes de la Tentiaire. Lueur d'espoir, il bénéficiera pour sa libération du précieux soutien de l'Internationale des résistants à la guerre (l'IRG avait été créée en 1921, par quelques autres objecteurs de 14-18, dont H. Runham Brown [cf. le manifeste Paroles de paix, éditions du temps perdu, 71 pages, 8 euros]). L'IRG l'accueillera au Havre, en décembre 1933.

Il sera ensuite aux côtés de Louis Lecoin, de Roger Monclin, de Gérard Leretour, d'Émile Véran et de tant d'anciens de la Patrie humaine (ancêtre du journal Union pacifiste), participant à toutes les actions pour faire reculer les guerres par la reconnaissance des objecteurs de conscience, de même qu'aux campagnes pour l'abolition des prisons. Tant il est vrai que le droit au refus de tuer et le droit à la liberté restent difficiles à dissocier pour émanciper les humains des sanglantes religions militaires et policières.

Robert Porchet déserte définitivement en 1964, terrassé par un cancer. Il repose au cimetière de Louhans (Saône-et-Loire).

L'Internationale

En 1928, déjà, 150 délégués de la triennale IRG, représentant une trentaine de pays, assemblés à Sonntagsberg (Autriche), précisaient que: « ce n'est pas essentiellement dans l'action des masses que nous plaçons notre espoir, mais dans la volonté individuelle et la détermination – si besoin est – d'être les premiers à désarmer complètement. »

En 1931, la triennale se tient à Lyon. Runham Brown ne s'imagine pas que l'IRG puisse rendre la guerre impossible; force lui est de constater que le monde est en régression dans sa résistance aux préparatifs militaires, qui ne cessent de croître. Il affirme, en pleine conscience de l'apparente absurdité de cette assertion, que l'on ne peut pas arrêter la guerre lorsqu'elle éclate: c'est avant qu'il faut agir.

« Combien de marches l'humanité devrat-elle gravir avant d'abolir la guerre, aussi bien économique que militaire, on ne peut le prévoir, mais les premières marches à gravir sont : le refus personnel, puis le refus massif, de participer à toute guerre. »

À l'IRG, « nous ne sommes pas une réunion d'individus qui veulent imposer leurs idées au reste du monde, au contraire nous voulons leur proposer de les faire comprendre, sans obliger personne à les subir et peut-être cette façon de faire n'accélère pas à suffisance le développement de notre mouvement. »

Notre lutte pour aider partout les déserteurs, insoumis ou objecteurs, partagée par Robert Porchet et Michel Valette, n'est pas dirigée contre des humains, mais contre des idées erronées, l'égoïsme, l'envie, l'ignorance. R. B.

Jacques Prévert et l'éthique de l'homme



« LA POÉSIE contemporaine ne chante plus: elle rampe! » Nul doute que ce percutant vers introductif au poème « Préface » de Léo Ferré (1914-1994) ne s'adressait pas à son contemporain Jacques Prévert (1900-1977).

S'il en fallait une preuve, le nouvel ouvrage de Raymond Espinose, Jacques Prévert. Une Éthique de l'Homme, publié aux Éditions du Monde libertaire, en fait brillamment office.

L'auteur y rend un merveilleux hommage à la poésie engagée de ce poète proche des surréalistes. En trois chapitres, R. Espinose expose les bases de l'œuvre de Prévert, qui se fonde sur le constat d'un monde inacceptable, où la révolte est nécessaire pour arriver vers un monde meilleur. Ce découpage rigoureux rend la compréhension de l'éthique du poète d'une limpidité incroyable.

De son constat du monde, on ne peut être que d'accord avec lui. En effet, s'il s'en prend à l'État et à ses pouvoirs régaliens, il n'en oublie pas de chanter son amour d'une nature malmenée en cette époque d'industrialisation galopante. Un tel combat ne manquera pas de toucher au cœur les anarchistes, actuels défenseurs d'une décroissance libertaire.

Finalement, la poésie de Prévert – comme celle d'ailleurs de certains de ses contemporains, tel Mac Orlan, Artaud, etc. – doit pouvoir être source de réconfort et d'élan au militant anarchiste en ces temps difficiles comme dirait l'autre!

En ces temps, où l'idéologie ne devrait plus exister, où la lutte des classes serait dépassée, où les socialistes se sont résolument engagés dans la voie de cette fameuse « réforme » dont on nous bassine les oreilles à longueur de temps et dont on oublie de nous dire qu'elle est bien idéologique, elle... Ces temps méprisables où de pseudo-intellectuels, des Finkielkraut, des BHL, et j'en passe, se font le relais de ce discours réactionnaire! À moins que la poésie d'un Prévert ne soit lisible qu'avec un cerveau du XIXe siècle? Que ses observations pertinentes de son univers ne soit plus valides? Et pourtant, le capitalisme financier et la mondialisation mises à part, quelle différence?

Le refus, la solidarité, la religion tournée en dérision, le second degré, l'humour, la liberté sont bien tous des thèmes qui doivent être nécessairement d'actualité dans le bagage de l'anarchiste du XXI° siècle, comme ce fut le cas auparavant.

Pour autant, la poésie de Prévert – dont l'ouvrage d'Espinose se fait le pertinent relais – ne s'arrête ni au constat du monde ni aux moyens de la révolte, mais bien au contraire elle est une invitation au parcours cahotant vers un monde meilleur. Cette poésie – qui ne rampe pas – doit nous permettre de regarder vers le futur.

Le chemin est ouvert, tracé depuis longtemps par les poètes, de Rutebeuf à Ferré, en passant par Prévert. Ce chemin, il nous faut l'emprunter résolument et avec enthousiasme.

De la poésie de Prévert, je ne connaissais pas grand-chose si ce n'était les quelques poèmes vues durant ma scolarité ou ceux interprétés par Yves Montand. Je ne savais rien de la vie de Prévert, si ce n'est la fin à Omonville-la-Petite, dans le département de la Manche, non loin des lieux où j'ai grandi. Jacques Prévert. Une Éthique de l'Homme vient à point nommé corriger ce manque.

Un ouvrage à dévorer!

Gwenolé Kerdivel

Liaison Retiers Sud 35 de la Fédération anarchiste

Jacques Prévert, une éthique de l'Homme
Raymond Espinose, 5 euros
ISBN: 978-2-91551406-3
disponible à:
la librairie du Monde-libertaire
Pour obtenir le catalogue complet de
nos ouvrages et pour tout contact:
editions@federation-anarchiste.org
www.federation-anarchiste.org/editions
Editions du Monde Libertaire, 145 rue
Amelot, 75011 Paris



Jeudi 14 juin

Chronique hebdo à 10 heures: Analyse libertaire de l'actualité Par Jacques et Gérard.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » à 19 h 30 :

Emission gay et lesbienne Théâtre « UBU enchaîné » (version actualisée). Père UBU: Bruno Bisaro, Mère Ubu: Geneviève Pastre...

Epsilonia à 22 heures: Electrons libres De nombreux invités pour cette émission, qui entraînera les auditeurs dans des domaines musicaux variés. Epsilonia recevra tout d'abord FRIX. En deuxième partie d'émission, Frédéric D. Oberlan, compositeur de musique électroacoustique, présentera son travail personnel et son duo Medecine Music (musique expérimentale).

Vendredi 15 juin 2007

Place aux fous à 13 heures: PAF Musique Eric reçoit en direct le groupe Hopper. Du rock and roll pour le moins énergique, avec deux voix féminines qui se complètent et se répondent. Un 1 er disque excellent: "A Tea With D" et, pour la rentrée, un second qui s'annonce tout aussi percutant!

Les oreilles libres à 14 h 30: Musiques engagées
Nous diffuserons un entretien avec Paquita
Merchan, militante anarchiste et combattante
durant la révolution espagnole dès 1936,
résistante jusqu'en 1948, date de son
arrivée en France.

L'antenne sociale à 19 heures: Justice pour enfants Invité: Jean Pierre ROSENCZVEIG, président du tribunal pour enfants de Bobigny, en présence de professionnels du social.

Samedi 16 juin 2007

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures :

Médias et mobilisations sociales En 1995, la quasi totalité des grands médias ont soutenu « la réforme » de la Sécurité sociale. en 2001, ils ont salué « la réforme » du statut de la SNCF. En 2002, ils ont apprécié « la réforme » du statut des intermittents. En 2003, ils se sont félicités de la « réforme » des retraites (et du statut des agents de service dans l'Éducation nationale)

Chronique syndicale à 11 h 30: Luttes et actualités sociales 11 h 30-12 h 00: Troubles à l'ordre public et lois d'exception, avec Sylvie Thénault (Le Mouvement social n° 218); 12 h 00-13 h 30: Dans le Monde, une classe en lutte (information internationale, avec H. Simon).

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres... "Attention religion! Pourquoi la religion colle (et quelques conseils pour la décoller)", de Jean-Manuel Traimond (ACL), avec l'auteur.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-americana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique Latine "Tribuna" accueillera Manuel Claudio Tranamil Nanco, porte-parole des communautés mapuches de la zone de Lleu Lleu. L'entretien portera sur le processus de récupération des terres usurpées dans sa région.

Dimanche 17 juin 2007

Des mots, une voix à 15 h 30: Des mots, des auteurs L'émission recevra Jehan Van Langhenhoven, pour ses livres "Nais. Nais! Tout! Tout..." et "L'outre-nu" (sortis aux éditions Rafael de Surtis). Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation, Erwan Charton.

Lundi 18 juin 2007

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 :

Humour et humeur noirs... Revue de presse politiquement incorrecte (dite OSB)!

Mardi 19 juin 2007

Des areilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous Édition n° 98: Nous inviterons Oliver Drago, rédacteur en chef et responsable du magasine NOISE (ex-Versus, ex-VS, ex-VELVET).

Paroles d'associations à 19 h 30: Magazine de la vie associative et culturelle Sylvie reçoit l'Association "Trez en vue", pour une exposition dédiée à Primo Levi.

Pas de quartiers à 18 heures: Emission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine Pas de quartier reçoit en direct Henri Maler d'Acrimed, co-auteur de Médias et mobilisations sociales; iil y sera question de la morgue et du mépris de ces lèche-bottes qui se prétendent professionnels de l'information... Tous bien sûr à vos postes à germanium!

Mercredi 20 juin 2007

Blues en liberté à 10 h 30 : Emission musicale blues Festivals d'été 1.

Le manège à 14 heures: Littérature & cinéma L'invité littéraire: Jean-Paul Delfino, pour "Samba triste" (aux éditions Métailié), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures: A l'heure du goûter Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric... lève ton doigt en l'air, Libertaire!

Ras les murs à 20 h 30: Actualités des luttes de prisonniers Au programme: Lucien Léger — 41 ans de prison...



Vendredi 15 juin

Pantin (93)

Trois jours de fête pour les 30 ans de chansons de Mots et Musiques, avec Vincent Absil, Claude Astier, Charlotte, Juja Lula, Raphaele Selval, À 20 heures à La Menuiserie, 77, rue Jules-Auffret. Entrée: 10 euros.

Saint-Denis (93)

Attention religion! Pourquoi la religion colle et quelques conseils pour la décoller.
Rencontre – Débat, avec la participation de Jean-Manuel Traimond, auteur du livre.
À 19h30 à la Bourse du Travail de Saint-Denis. 9, rue Génin. Métro ligne 13-station Porte-de-Paris.

Samedi 16 juin

Paris 11E

Forum à la librairie du Monde libertaire avec Gaetano Manfredonia, auteur de Anarchisme et changement social, insurrectionnalisme, syndicalisme et éducationisme réalisateur, (ACL) à partir de 16h30, 145, rue Amelot, métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Pantin (93)

Trois jours de fête pour les 30 ans de chansons de Mots et musiques, avec Alain Aurenche, Béatrice Be, Maik Darah, Frédérique, Sabine Viret. À 20 heures à LA Menuiserie, 77, rue Jules-Auffret. Entrée: 10 euros.

Dijon (21)

Soutien aux luttes mexicaines du Chiapas et d'Oaxaca.
Organisé par la CNT21 et le Groupe libertaire dijonnais à l'espace autogéré des Tanneries à 16 heures.
Projection de deux documentaires (20' chacun) sur les communautés Zapatistes: Éducation en résistance et Travaux collectifs en résistance. Débat avec le CSPCL (Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte) et d'une

des membres de la commission du suivi international des droits de l'homme à Oaxaca. A 19h00, apéro et repas (5 euros) avec Jeff et Alain qui chanteront Brassens et autres. À 21h00, Concert (5 euros) avec Ze Fred et les Meufs, Jamait et Sound System (ska, reggae,...).

Dimanche 17 juin

Le Vigan (30)

Le groupe Gard Vaucluse organise une rencontre «Pour transformer la société par l'abstention et les pratiques autogestionnaires». Maison Truel du Vigan, à 18h30.

Pantin (93)

Trois jours de fête pour les 30 ans de chansons de Mots et Musiques, avec Aruna, Agnès Collet, Richard Colnot, Marcel Eglin, Marie Volta, À 17 heures à La Menuiserie, 77, rue Jules-Auffret. Entrée: 10 euros.

Mardi 19 juin

Rennes

Rendez-vous à 20 h 30, au 2 rue de Bourgogne à la Maison de quartier de Villejean. Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur le thème « Après la foire électorale, quelles perspectives sociales? » Après une présentation de l'organisation Fédération anarchiste, nous repartirons du contexte postélectoral pour tracer des perspectives sociales et politiques émancipatrices.

Samedi 23 juin

Chambéry

Conférence débat sur l' Antipsychiatrie: Histoire de l'antipsychiatrie / Alternatives, avec Jacques Lesage de la Haye, psychologue. A 14h30 à la Maison des Associations, 67, rue St-François-de-Sales. Entrée libre.

Mercredi 27 juin

Rencurel (38)

Au Elfe Bar, Col de Romeyere (Vercors), à 21 heures.
Concert avec René Binamé (punk - Belgique) et Les
Décibelles (punky trashy girly - Vercors). Tables de presse.
Soirée en soutien au jeune groupe du Vercors de la F.A.!
5 euros. Contact:
fa.vercors@no-log.org

Jeudi 28 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Soirées de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Le 28 : Céline Caussimon, Annick Cisaruk, Bruno Daraquy, Wladimir Anselme. Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 15 euros pour une soirée, 28 euros pour deux soirées, 40 euros pour les trois. Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleoferre.com.

Vendredi 29 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Soirée de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Avec Jean-Pierre Réginal, Alain Léamauff, Chris Lancry; Vincent Absil. Voir jeudi 28 juin.

Samedi 30 juin

Ivry-sur-Seine (94)

Soirée de soutien au Forum Léo-Ferré du 28 au 30 juin. Avec Yannick Le Nagard, Claude Astier, Bernard Joyer, Sarclo. Voir jeudi 28 juin.

Paris 11^E

Forum à la librairie du Monde libertaire avec René Burget, autour du livre de Michel Valette Robert Porchet (1891–1964) De verdun à Cayenne

CAMPUS et RADIO LIBERTAIRE REUNIS ENCORE UNE FOIS pour SOUTENIR LA LIBERTE CREATRICE, SONORE et MUSICALE

Emissions spéciales • musique vivante • prise directe sur "La ROUE" VENEZ AVEC VOTRE INSTRUMENT, INSCRIVEZ-VOUS ET MONTEZ SUR SCENE Slam, textes politiques / Place Aux Fous, Si vis pacem, Caroline Carl, ... Concerts / Jean-François Pauvros, Soum Bill, Boléro... + invités surprise

21/Ufin 2007 FAIGES SE LA DUSIQUE

CAMPUS
12 bis rue Froment - Paris tième
12 bis rue Froment - Paris tième
M° Bréguet-Sabin ou Bastille
http://terraindentente.free.fr/

RADIO LIBERTAIRE 89.4 MHz FM et en streaming sur internet http://rl.federation-anarchiste.org/

MIDI / MINUIT

89.4 FM

Sl

SZ

impro musicale et radiophonique en direct.

ouer librement!" musiciens le plaisir de

t rackelle au piano" • caroline carl

graphisme / photo "diane et rackelle au piex